

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
NORTH ATLANTIC COUNCIL

EXEMPLAIRE n° 71

MF  
ORIGINAL: ANGLAIS  
22 janvier 1962

COPY  
NATO CONFIDENTIEL  
DOCUMENT  
AC/127-D/91

COMITE ECONOMIQUE

L'OFFENSIVE ECONOMIQUE DU BLOC SINO-SOVIETIQUE

SEPTIEME RAPPORT DU SOUS-COMITE SUR LA POLITIQUE  
ECONOMIQUE SOVIETIQUE

Note du Président du Sous-Comité

Le Septième rapport ci-joint sur l'offensive économique du bloc sino-soviétique couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 1961 a été établi par la Direction Economique sur la base des informations fournies par les Délégations. Il a déjà été étudié au sein du Sous-Comité sur la politique économique soviétique et tient compte des commentaires et des amendements présentés par les délégations. Ce rapport est maintenant soumis à l'examen du Comité Economique qui pourra décider, comme dans le cas des rapports précédents, de le transmettre au Conseil.

2. Ce nouveau document, selon la présentation habituelle, comprend deux parties:

- (1) une description générale des traits essentiels de l'évolution de l'offensive économique avec les tableaux statistiques s'y rapportant;
- (ii) en Annexe, une analyse plus détaillée par pays des activités du bloc sino-soviétique dans les pays sous-développés du monde libre.

3. Au cours de la discussion au sein du Sous-Comité, plusieurs délégations ont exprimé le vœu que soient examinés les voies et moyens d'utiliser au mieux de tels rapports bi-annuels en vue de contrecarrer l'offensive économique sino-soviétique. Il a été décidé que la question des mesures à prendre à cet effet pourrait être examinée directement par le Comité Economique. Certaines délégations ont également suggéré qu'il pourrait être utile de soumettre au Conseil à l'échelon ministériel un résumé des rapports sur l'offensive économique du bloc sino-soviétique.

(Signé) A. VINCENT

OTAN/NATO  
Paris, XVIIe.

NATO CONFIDENTIEL

SEPTIEME RAPPORT SUR L'OFFENSIVE ECONOMIQUE DU BLOC  
SINO-SOVIETIQUE(1)

(du 1er janvier 1961 au 30 juin 1961)

Partie Générale

L'offensive économique apparaît comme l'un des principaux instruments de la stratégie globale mise en œuvre par le bloc sino-soviétique pour accroître son influence dans les régions sous-développées du monde libre. Cette offensive a marqué de nouveaux progrès au cours du premier trimestre de 1961 dans les domaines de l'aide et du commerce. L'octroi d'une aide financière, l'exécution de programmes d'assistance économique et technique, le développement des échanges commerciaux et les livraisons d'équipement militaire restent les principaux moyens par lesquels le bloc s'efforce d'étendre son influence dans les régions qu'il considère comme les plus vulnérables du monde libre.

I. AIDE ECONOMIQUE

(a) Crédits accordés

2. Au cours de la période de six mois qu'étudie le présent rapport, au moins \$ 484,7 millions de crédits et de dons ont été accordés par le bloc au titre de l'aide économique; le total depuis janvier 1954 est ainsi porté à environ \$ 4 milliards. Bien que le montant des crédits accordés pendant le premier semestre de 1961 ait été relativement faible, le total des nouveaux crédits et dons économiques en 1961 semble devoir s'approcher du chiffre record de \$ 1,2 milliard atteint en 1960. Les montants semestriels des nouveaux crédits et dons accordés au cours des deux dernières années s'établissent comme suit:

(en millions de \$ US)

1959		1960		1961
1er semestre	2ème semestre	1er semestre	2ème semestre	1er semestre
316	578	727	493	485

3. Les nouveaux pays qui ont accepté l'aide économique du bloc sino-soviétique sont tels que même de faibles sommes peuvent avoir des effets économiques et politiques considérables. Le Mali, par exemple qui a reçu \$56,9 millions sous forme de crédits, n'ayant qu'une population de 4,1 millions(2), les nouveaux crédits consentis représentent environ \$ 14 par habitant; la République de Somalie, qui a reçu \$57,9 millions, a une population de 1,9 million(2) et ces nouveaux crédits représentent \$ 30 par habitant. De tels chiffres sont encore plus impressionnants s'il est tenu compte du très faible revenu par tête dans ces pays. La comparaison avec l'Inde montre clairement combien il est important de considérer l'étendue et la

(1) Voir sixième rapport C-M(61)68 du 18 juillet 1961.

(2) 1960 - "Bulletin Mensuel de Statistique - Nations-Unies".

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

population du pays bénéficiaire; le total des crédits consentis par le bloc soviétique à l'Inde s'élevait au milieu de l'année 1961 à environ \$940 millions, somme la plus élevée jamais accordée par le bloc à un seul pays, mais ne représentait que \$2 par habitant et environ 0,3% du revenu total.

(b) Tirages

4. Le programme d'assistance économique du bloc sino-soviétique qui débuta en 1954, est maintenant entré dans une phase de mise en oeuvre plus intensive grâce à l'utilisation de l'arriéré considérable des crédits et des dons accumulés depuis plusieurs années. Sur un total d'environ \$ 3,6 milliards de crédits et de dons accordés au titre de l'aide économique, \$725 millions seulement avaient été effectivement utilisés à la fin de 1960. Pendant les six premiers mois de 1961, la cadence des tirages s'est considérablement accélérée: \$150 millions contre \$ 185 millions pour toute l'année 1960. A la fin de juin 1961, \$875 millions avaient été utilisés, sur un total légèrement supérieur à \$4 milliards de crédits accordés. Le total des crédits accordés au titre de l'aide économique et effectivement utilisés doit vraisemblablement dépasser en 1961, pour la première fois, \$300 millions, soit une augmentation de plus de 50% par rapport au montant annuel maximum des tirages jusqu'ici enregistrés. Le graphique I, page 15 montre les crédits et les dons accordés chaque année au titre de l'aide économique, ainsi que les tirages annuels effectués sur les crédits et dons accumulés.

5. Certains pays, où un arriéré considérable de prêts n'a pas été utilisé jusqu'ici, ont cependant reçu de nouveaux crédits pour des projets additionnels. Néanmoins la plupart des nouveaux crédits et dons ont été accordés à des pays qui n'ont reçu que récemment une aide économique sino-soviétique (Cuba, Guinée, Ghana) ou qui ont accepté cette assistance pour la première fois (Mali, Pakistan, République de Somalie).

(c) Types de projets bénéficiant de l'aide du bloc

6. Le bloc continue à accorder une aide économique principalement pour le développement de l'industrie, l'exécution de travaux à buts multiples tels que les projets d'hydraulique fluviale, d'irrigation, de mise en valeur des terres et de production d'énergie hydro-électrique et, dans une moindre mesure, de construction de voies ferrées et de routes, d'enquêtes géologiques et d'exploitation minière, et d'assistance technique dans divers domaines.

7. Au cours des derniers mois toutefois, le bloc soviétique a accordé une attention spéciale à l'aviation civile et a intensifié ses liaisons aériennes avec des pays sous-développés. La création et l'exploitation de lignes aériennes nationales avec l'assistance du bloc et la livraison d'avions par le bloc à divers pays sous-développés du monde libre sont de nouvelles preuves de l'intérêt particulier du bloc dans ce secteur.

8. L'exploration et le développement des ressources pétrolières dans les pays sous-développés restent le domaine par excellence de la compétition du bloc avec l'Occident.

(d) Liens politiques et conditions de l'assistance financière du bloc

9. Les crédits ouverts au cours de la période considérée ont été consentis dans les conditions habituelles: prêts à long terme (généralement 12 années), faible taux d'intérêt (habituellement 2,5%), voire même prêts sans intérêt (comme dans le cas des prêts de la Chine Communiste).

10. A titre exceptionnel seulement, des dispositions particulières prévoient que les prêts de l'URSS seront remboursés sous forme d'exportation de produits locaux mais, dans la pratique, rien n'empêche le remboursement des prêts soviétiques par la livraison de grandes quantités de tels produits même si les parties ne l'ont pas spécifiquement convenu au préalable. Dans la plupart des cas, les pays sous-développés remboursent les prêts en versant à un compte spécial des sommes en monnaie locale; le solde de ce compte, bien que souvent convertible en principe, peut être utilisé par l'URSS pour acheter des produits locaux si elle le désire et, d'après les renseignements actuellement disponibles, sauf dans le cas de certains pays tels que l'Irak, le Gouvernement soviétique semble considérer cette procédure comme le moyen normal de liquider définitivement la dette(1). D'importantes quantités de produits locaux sont ainsi détournées de temps à autre des marchés traditionnels pour rembourser les prêts soviétiques. Parfois, il en résulte seulement une résorption d'une production excédentaire mais l'expérience de l'Egypte et même celle de l'Indonésie, montrent que le risque subsiste pour les pays sous-développés d'être entraînés par le programme d'assistance soviétique à exporter des produits qui auraient trouvé des acheteurs sur les marchés libres et de devenir ainsi, progressivement, tributaires du commerce du bloc. Le problème qui se pose est d'autant plus important que la possibilité de remboursement en produits locaux rend les prêts soviétiques particulièrement attrayants pour les pays pauvres.

11. Pour la première fois, les autorités soviétiques ont admis ouvertement que l'octroi d'une assistance financière peut, dans certains cas, avoir un lien direct avec l'attitude politique du pays bénéficiaire(2). L'Ambassadeur de l'URSS au Pakistan aurait déclaré, à l'occasion de l'octroi d'un prêt de 30 millions de dollars accordé à ce pays au titre de la prospection pétrolière, que le Pakistan pourrait obtenir une aide financière plus importante s'il adoptait une politique de non alignement. Cette déclaration a provoqué de vives réactions dans le pays.

---

(1) Voir AJ/89-WP/83

(2) Dans le camp communiste toutefois, l'expérience montre que l'Union soviétique utilise effectivement son assistance financière pour exercer une pression sur l'attitude politique du pays bénéficiaire. L'URSS a suspendu unilatéralement, en 1958, l'aide à la Yougoslavie au titre du développement économique et, plus récemment, a pris la même mesure à l'égard de l'Albanie. D'après certains rapports, des pressions de ce genre ont été exercées beaucoup plus discrètement sur l'Iran (CENTO) et la Thaïlande (OTASE).

(e) Aide du bloc sino-soviétique, par pays donateurs

12. Le tableau suivant indique l'aide économique octroyée par les différents pays du bloc sino-soviétique:

PART DES PAYS SINO-SOVIETIQUES DANS L'OCTROI DE L'ASSISTANCE ECONOMIQUE ACCORDEE PAR LE BLOC AUX PAYS DU MONDE LIBRE EN DEHORS DE L'EUROPE

Pays donateur	Part de chaque pays donateur dans le montant total de l'aide accordée				Montant total de l'aide accordée du 1.1.54 au 30.6.1961 (en millions de \$ des USA)
	du 1.1.54 au 31.12.59	du 1.1.60 au 31.12.60	du 1.1.61 au 30.6.61	du 1.1.54 au 30.6.61	
URSS	79	69	48	74	2.971
Pays satellites européens	15	19	28	17	675
Chine communiste	6	12	24	9	374
TOTAL	100	100	100	100	4.020
Montant total de l'aide accordée, en millions de \$ US	2.315	1.220	485	4.020	

13. Pendant la période considérée, l'importance de la Chine communiste comme source d'aide a continué à s'accroître en raison surtout de l'octroi d'un crédit d'un montant élevé à la Birmanie. Au milieu de l'année 1961, le montant des crédits et des dons accordés par la Chine communiste aux pays du monde libre s'élevait à environ \$ 375 millions. Cinq pays d'Asie ont reçu la plus grande partie de cette aide: Birmanie, Cambodge, Ceylan, Indonésie et Népal. L'aide accordée par la Chine communiste à la Birmanie, au Cambodge et au Népal dépasse maintenant largement l'aide économique octroyée par l'URSS, et à Ceylan elle est presque aussi importante que l'aide soviétique. L'assistance économique de la Chine communiste, en dehors de la région de l'Asie du sud-est où elle semble être accordée à des gouvernements qui acceptent une aide importante des pays du monde libre, a été concentrée sur quelques pays qui avaient déjà des liens économiques étroits avec le Bloc: en Amérique Latine, Cuba; en Afrique, la Guinée; et au Moyen-Orient, le Yémen(1). La création, à Pékin, au début de mai 1961, d'un Office des relations économiques extérieures, qui administrera probablement l'aide étrangère et les programmes d'assistance technique selon les méthodes déjà utilisées

(1) A la fin de septembre 1961, le Ghana et le Mali venaient s'ajouter à cette liste.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

par le Comité des relations étrangères de l'Union soviétique, semole indiquer que la Chine communiste envisage l'octroi de l'aide économique comme un instrument permanent de sa politique étrangère.

14. La part des pays satellites européens dans le total de l'aide économique du bloc a également augmenté depuis 1960. Au milieu de l'année 1961, cette part était proportionnellement plus importante pour les pays africains que pour toute autre région du monde. Certains pays africains nouvellement parvenus à l'indépendance, acceptent en effet plus volontiers l'aide des pays satellites européens (notamment de la Tchécoslovaquie) que celle de l'Union soviétique. Les satellites ont ainsi souvent joué le rôle d'avant-garde de l'offensive économique du bloc en Afrique. Cette politique a déjà été utilisée et continué à l'être dans l'effort de pénétration dirigé vers les pays d'Amérique latine.

15. Le bloc s'efforce de mieux coordonner ses programmes d'assistance; en Inde a été créé un office spécial chargé de la coordination des divers programmes d'assistance du bloc soviétique qui doivent être mis en oeuvre dans le cadre du 3ème plan quinquennal. Les pays donateurs et le pays bénéficiaire devraient à la fois en tirer profit. Une nouvelle preuve semble être ainsi fournie des efforts déployés par le Bloc pour améliorer son système de pénétration économique dans les pays sous-développés du monde libre. Le précédent rapport a attiré l'attention sur ce point particulier(1).

## II. AIDE MILITAIRE

16. A la date du 30 juin 1961, environ \$ 1,2 milliard de matériel militaire avait été livré sous une forme ou une autre d'aide: crédits, dons ou remises. Ce chiffre se compare à celui d'environ \$ 875 millions représentant le montant des tirages effectués au 30 juin 1961 sur les crédits et les dons accordés par le bloc à des fins économiques.

17. Le seul nouvel accord d'aide militaire signé au cours de la période considérée dont le montant n'a pas été révélé a été conclu entre la Tchécoslovaquie et le Mali. Mais les expéditions d'armes à l'Indonésie et à Cuba ont continué sur une grande échelle au cours du premier semestre de 1961. Un protocole signé en juin 1961 a ajouté \$ 75 millions de crédits aux \$ 250 millions prévus par l'accord sur l'aide militaire signé en décembre 1960 entre l'URSS et l'Indonésie. La discorde apparente entre la RAU et l'URSS n'a pas empêché de nouvelles livraisons d'armes.

18. En Afrique, une partie des ventes et des livraisons d'armes était probablement destinée à des gouvernements de pays tiers ou à des groupes de dissidents qui combattent dans les diverses régions du continent africain. Dans ce cas encore, à l'échelle mondiale, les quantités de matériel militaire livrées ne paraissent pas considérables; mais, compte tenu de la taille des pays bénéficiaires et de leur rôle dans les affaires africaines, elles ont, du point de vue politique et militaire, plus d'importance que ne l'indiquent les montants en cause.

19. Au milieu de 1961, le bloc avait conclu avec dix pays sous-développés des accords prévoyant la fourniture de matériel et d'équipement militaire d'une valeur d'environ \$ 2 milliards.

(1) Voir C-4(61)68, paragraphe 15

Les principaux bénéficiaires sont l'Indonésie, la RAU, l'Irak et l'Afghanistan. Déduction faite des acomptes versés à la livraison sur la valeur des fournitures et du matériel, le montant de l'aide financière accordée par le bloc depuis septembre 1955 s'élève à environ \$ 1,8 milliard. L'aide financière octroyée sous forme de dons et de remises représente environ \$ 500 millions et l'aide accordée sous forme de crédits environ \$ 1,3 milliard. A la fin de juin 1961, la totalité du matériel militaire, à l'exception de \$ 600 millions de fournitures, avait été livrée. Le tableau suivant indique la répartition par pays des dons et des crédits accordés à des fins militaires jusqu'au milieu de l'année 1961.

CREDITS ET DONNS ACCORDES PAR LE BLOC  
AU TITRE DE L'AIDE MILITAIRE  
(de 1955 au 30 juin 1961)

(en millions de dollars des Etats-Unis)

Pays	Montant
1. Indonésie	580
2. RAU	440 - 480
3. Irak	188
4. Cuba	40 - 50
5. Afghanistan	38
6. Yemen	17
7. Guinée	1 - 5
8. Maroc	4
9. Soudan	moins de 1
10. Mali	?
<b>TOTAL</b>	<b>1.310 - 1.360</b>

III. ASSISTANCE TECHNIQUE

20. L'augmentation spectaculaire du nombre de techniciens des pays du bloc dans les pays sous-développés est un autre exemple de l'accélération de la cadence d'exécution des programmes d'aide économique. Le nombre de techniciens civils et militaires du bloc séjournant dans ces pays pour une période d'au moins un mois (à l'exclusion du personnel exerçant uniquement des activités commerciales) a atteint le record de 9.685 au cours du premier semestre de 1961, soit une augmentation de 1.885, c'est-à-dire de 24%, par rapport à la période correspondante de 1960.

(a) Techniciens civils(1)

21. Dans le cas des seuls techniciens civils, l'augmentation est encore plus rapide. A la fin de 1960, leur nombre s'élevait à

(1) Voir graphique II, page 17 et tableau III, page 21.

environ 6.440 et, vers le milieu de 1961, à 8.155. Bien que leur répartition selon le pays d'origine ne se soit pas modifiée (les 2/3 environ viennent de l'URSS, 1/6 des pays satellites européens et 1/6 de la Chine), leur répartition géographique montre que la majorité des experts des pays satellites européens se trouve en Afrique, où leur nombre égalait vers le milieu de l'année 1961 celui des techniciens de l'Union soviétique. Ces derniers travaillent dans 18 pays, où ils constituent généralement des groupes de plus de 100 personnes. Les techniciens venant des pays satellites sont disséminés dans 21 pays, tandis que les experts et la main-d'oeuvre de la Chine communiste ne travaillent que dans 5 pays: 1000 dans le Yémen, 240 au Cambodge, 150 en Guinée, 15 au Népal et 10 à Ceylan.

(b) Conseillers militaires

22. Avec la reprise, au cours du 2ème semestre de 1960, de la conclusion d'importants accords d'aide militaire, le nombre des conseillers militaires a de nouveau augmenté. Au cours du premier semestre 1961, 1.530 conseillers militaires du bloc étaient signalés dans les pays sous-développés. Dans la RAU leur nombre a sensiblement fléchi; mais cette diminution a été plus que compensée par l'augmentation des effectifs à Cuba, en Indonésie et en Irak et par l'arrivée au Maroc de 40 techniciens soviétiques venus assembler des avions MIG.

(c) Bourses d'études et formation professionnelle dans les pays du bloc

23. Les programmes sino-soviétiques de formation des ressortissants des pays sous-développés du monde libre dans les domaines militaire, universitaire et technique ont débuté en 1955 pour le personnel militaire et en 1955 pour les étudiants, les techniciens et les stagiaires. Vers le milieu de 1961, le total des ressortissants des pays sous-développés qui avaient terminé ou qui poursuivaient des études dans les pays du bloc atteignait 14.745, dont 5.270 militaires, 4.915 étudiants et 4.560 techniciens; au total l'augmentation au cours du premier semestre 1961 a été de plus de 25% par rapport à la fin de 1960.

24. Les militaires appartenaient à 18 pays sous-développés, principalement à l'Indonésie (1.910), à l'Égypte (1.455), à l'Afghanistan (710) et à la Syrie (630), le reste venant de l'Irak, de Cuba, de la Guinée et du Yémen. Plus de la moitié a reçu une formation dans les pays satellites européens et le reste (47%) en Union soviétique.

25. Les étudiants, formés dans les pays du bloc, venaient de 38 pays sous-développés du monde libre, en dehors de l'Europe, principalement d'Irak (1.070), de la RAU (1.030), d'Indonésie (550), de Guinée (400), de Cuba (395) et du Ghana (215). Seize pays de l'Amérique latine et 12 pays d'Afrique ont envoyé des ressortissants dans les pays du bloc pour y recevoir une formation universitaire. Celle-ci a jusqu'ici été assurée, pour la plus grande part, par l'Union soviétique et, dans une moindre mesure, par les pays satellites européens. La Chine communiste n'accorde qu'un nombre négligeable de bourses d'études.



26. Quatorze pays utilisent les moyens de formation technique offerts par les pays du bloc soviétique. A la fin de 1961, une telle formation avait surtout été donnée à des ressortissants de l'Inde (1.170), de Cuba (1.040), de la RAU (800) et de l'Irak (540). L'URSS a reçu la plupart - 64% - des techniciens, les pourcentages correspondants étant de 24% pour les pays satellites européens et de 12% pour la Chine communiste. L'augmentation s'explique principalement par l'arrivée de techniciens de Cuba; vers le milieu de 1961, il a été annoncé que le Ghana envisageait d'envoyer quelque 3.000 étudiants dans les pays du bloc pour y recevoir une formation technique.

#### IV. ECHANGES COMMERCIAUX

##### (a) Principales tendances

27. Les échanges commerciaux des pays sous-développés avec les pays du bloc se sont accrus à une cadence beaucoup plus rapide que leurs échanges avec les pays industriels du monde libre; la part des pays du bloc dans le commerce international des pays sous-développés s'est ainsi élevée à 8% en 1960, contre 7% en 1959 et seulement 3% en 1954. Le volume total des échanges commerciaux du bloc avec les pays sous-développés a atteint en 1960 le chiffre record de \$ 2.717 millions, soit une augmentation de 20% par rapport à 1959 ou 3 fois la valeur de ces échanges en 1954(1). D'après les renseignements disponibles pour l'année 1961, il semble que le taux d'accroissement des échanges au-dessus du niveau de 1960 se maintiendra.

28. Les exportations et les importations du bloc ont augmenté à peu près à la même cadence; cette augmentation est due plutôt à l'accroissement du volume des produits échangés qu'au mouvement des prix et aux fluctuations saisonnières. L'URSS, les pays satellites européens et la Chine communiste ont participé, dans une mesure égale, à l'accroissement des exportations et des importations. La part des pays satellites européens dans le commerce du bloc représente toujours près de la moitié du volume total de ces échanges avec les pays sous-développés; celle de l'URSS plus d'un tiers et celle de la Chine communiste à peu près un sixième.

##### (b) Evolution récente

29. La cadence des échanges commerciaux du bloc avec les pays sous-développés s'est accélérée en 1960; au cours du deuxième semestre de cette année, le volume de ces échanges dépassait de 25% celui de la période correspondante de 1959. Cette augmentation est due principalement à la réorientation des échanges de Cuba et à la rapide expansion du commerce des pays du bloc avec quelques pays africains, parmi lesquels la Guinée, le Ghana et le Soudan ont joué un rôle prépondérant. En Asie, les échanges du bloc sont restés à peu près stables par rapport à 1959; l'accroissement des échanges de Ceylan, de l'Indonésie, du Cambodge, de la Birmanie et du Pakistan a été largement compensé par une diminution des achats de caoutchouc des pays du bloc à la Malaisie. Dans le Moyen-Orient,

(1) Voir graphique III

la cadence moins rapide d'accroissement a été due surtout au fait que les échanges du bloc avec l'Égypte, qui jouent à cet égard un rôle prépondérant, n'ont pas suivi la tendance générale.

30. Le tableau suivant indique l'évolution des échanges des pays du bloc avec les pays sous-développés en 1960 par comparaison avec 1959:

Changements, par région, survenus dans les échanges du bloc avec les pays sous-développés, d'après les échanges en prix courants

Indice: 1959 = 100

Régions	Total des échanges	Exportations du bloc	Importations du bloc
Toutes régions	120	119	120
Moyen-Orient	106	99	114
Afrique	177	160	196
Asie	102	110	96
Amérique latine	193	200	106

31. Vers le milieu de 1961, 220 accords commerciaux étaient en vigueur entre le bloc et les pays sous-développés, soit 16 de plus qu'au début de l'année. La plupart des nouveaux accords ont été conclus avec des pays d'Afrique et d'Amérique latine. Le Mali, la République de Somalie et le Togo ont conclu des accords commerciaux avec l'URSS et le Brésil, Cuba, le Ghana, le Soudan, la Birmanie et Ceylan avec les pays satellites européens. Le tableau suivant indique les pays non européens dont le commerce avec les pays du bloc en 1960 représente plus de 10% du volume total de leurs échanges.

Pays	Exportations vers le bloc, en % des exportations totales	Importations du bloc, en % des importations totales
EAU - Égypte	45	25
Guinée	23	44
Afghanistan	30	30
Cuba	22	19
EAU - Syrie	23	9
Kambodge	10	15
Indonésie	9	15
Soudan	15	9

V. RESUME ET CONCLUSIONS

32. Il ressort clairement des informations résumées dans les précédents paragraphes que l'offensive économique du bloc sino-soviétique dans les pays sous-développés du monde libre se poursuit avec une vigueur accrue dans une zone géographique de plus en plus étendue. Le fait que le nombre des nouveaux crédits accordés à des fins économiques ait récemment diminué, au cours des six premiers mois de 1961, ne doit pas être mal interprété; le total pour l'année 1961 ne sera probablement pas loin d'atteindre le chiffre correspondant pour 1960. En tout état de cause, les ouvertures de crédits actuelles sont plus que suffisantes pour permettre une augmentation des tirages effectifs au cours des années à venir. En fait, cette augmentation apparaît déjà et contribue sans doute au renforcement de l'influence sino-soviétique sur l'économie de ces pays. L'aide militaire sous diverses formes reste importante; il est à souligner que, en termes de biens et services effectivement fournis grâce aux prêts et aux dons jusqu'ici consentis par le bloc, l'aide militaire sino-soviétique a de loin dépassé l'aide au titre du développement économique. En même temps, le nombre des techniciens des pays du bloc dans les pays sous-développés et le nombre de stagiaires de ces pays dans le bloc sino-soviétique marquent une augmentation. Le commerce entre le bloc et les diverses régions du monde libre en voie de développement s'accroît également.

33. La technique de l'offensive économique soviétique ne s'est pas modifiée. L'instrument le plus couramment employé demeure l'octroi de prêts à long terme (douze ans) et à faible intérêt (2½ %). Le paiement des importations au moyen de produits locaux présente en outre beaucoup d'attrait pour les pays sous-développés. Les divers pays du bloc sino-soviétique continuent à fournir une assistance à ces pays sous-développés et à développer leurs relations commerciales avec eux. Le rôle joué par les satellites de l'URSS dans cette offensive, de même que celui de la Chine communiste, s'accroît. Certaines indications donnent à penser que les pays du bloc intensifient leurs efforts pour mieux coordonner leur action dans ce domaine. A cet égard, les divergences politiques entre la Chine communiste et les autres Etats du bloc n'ont pas eu jusqu'ici de répercussions apparentes.

34. Du point de vue de la répartition géographique<sup>(1)</sup> au cours du premier semestre 1961 l'offensive du bloc a été surtout dirigée vers les nouveaux Etats africains et l'Amérique latine, où l'importance de Cuba en tant que base pour la future pénétration de cette région s'est accrue. Aucun fait nouveau n'est à signaler en Asie ni au Moyen-Orient, où le bloc s'est préoccupé surtout de consolider ses gains précédents. Cuba, qui a reçu \$ 357 millions de prêts économiques à long terme (\$ 52,5 par habitant) et dont le commerce avec les pays communistes représente plus des 3/4 de son commerce total, semble maintenant fortement tributaire du bloc sino-soviétique. En Afrique, la Guinée reste le terrain où s'exerce le plus nettement l'influence des pays communistes. Le Mali et la République de Somalie ont vus récemment s'ajouter à la liste des pays du Monde libre qui acceptent l'assistance économique du bloc; le Mali a également accepté une aide importante de la Tchécoslovaquie.

(1) Voir en Annexe l'analyse détaillée par pays.

GRAPHIQUE I - Crédits et dons accordés par le bloc sino-soviétique aux pays sous-développés du Monde libre au cours des années 1954 à 1960, tirages effectués par ces pays et estimations pour 1961.

GRAPHIQUE II - Assistance technique du bloc sino-soviétique. Effectifs du personnel des pays du bloc (experts, techniciens et manoeuvres) stationnés dans les pays sous-développés du monde libre non européens au cours de chaque période de 6 mois, de 1956 au 30 juin 1961.

GRAPHIQUE III - Commerce du bloc sino-soviétique avec les pays sous-développés du monde libre de 1954 à 1960.

---

TABLEAU I - Crédits et dons accordés par le bloc sino-soviétique aux pays sous-développés à titre d'aide économique (1er janvier au 30 juin 1961).

TABLEAU II - Crédits et dons accordés par le bloc sino-soviétique aux pays sous-développés du monde libre au titre de l'aide économique, et tirages effectués par ces pays; total général (1er janvier 1954 au 30 juin 1961).

TABLEAU III - Techniciens civils des pays du bloc dans les pays sous-développés (janvier - juin 1961).

TABLEAU IV - Echanges commerciaux de certains pays sous-développés avec le bloc sino-soviétique. Exportations vers les pays du bloc (1958-59-60).

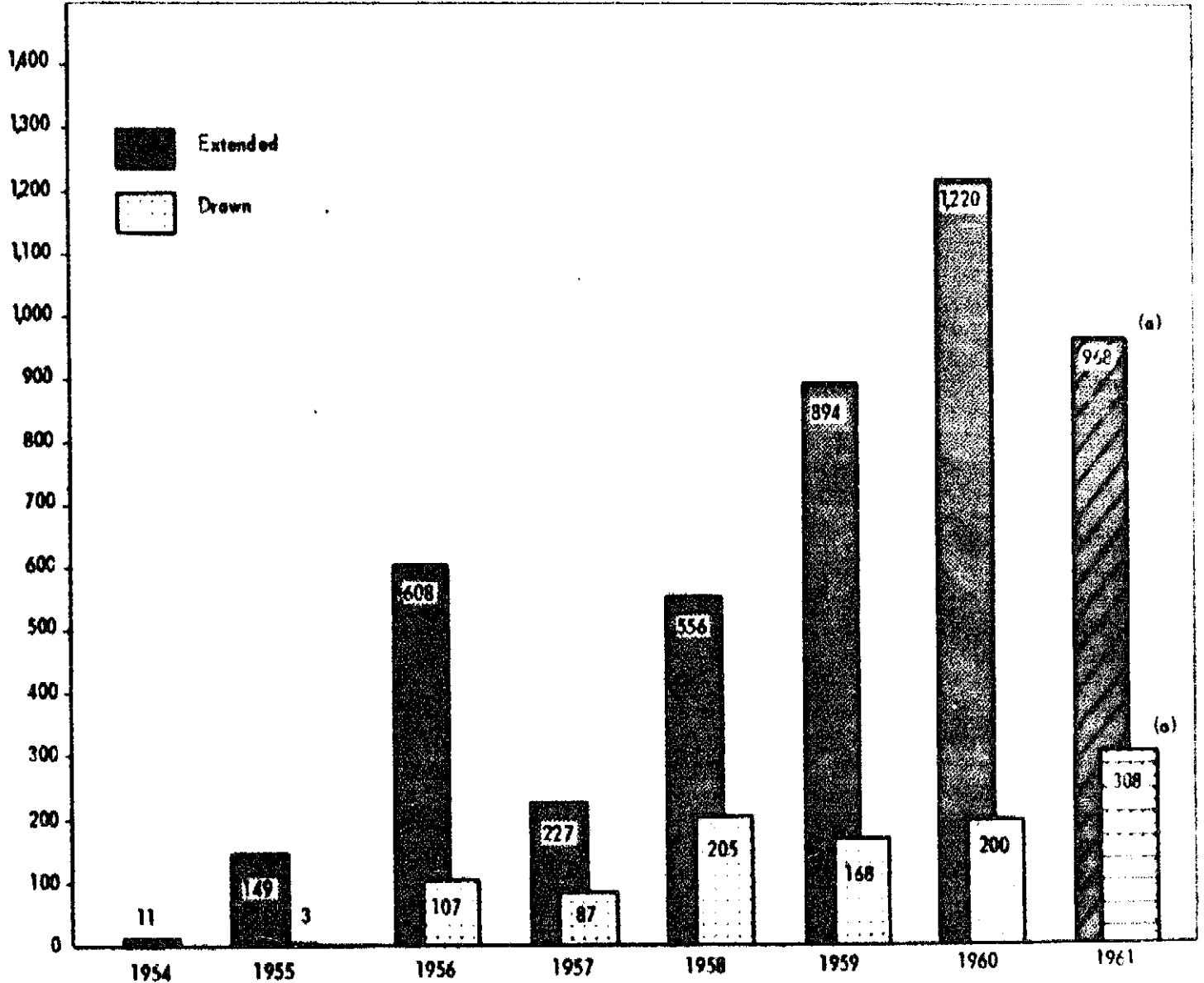
TABLEAU V - Echanges commerciaux de certains pays sous-développés avec le bloc sino-soviétique. Importations en provenance des pays du bloc (1958-1959-1960).

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

### CHART I SINO-SOVIET BLOC ECONOMIC CREDITS AND GRANTS

Million  
U.S. \$

extended to and drawn by underdeveloped countries of the free World year by year from 1954 till 1960



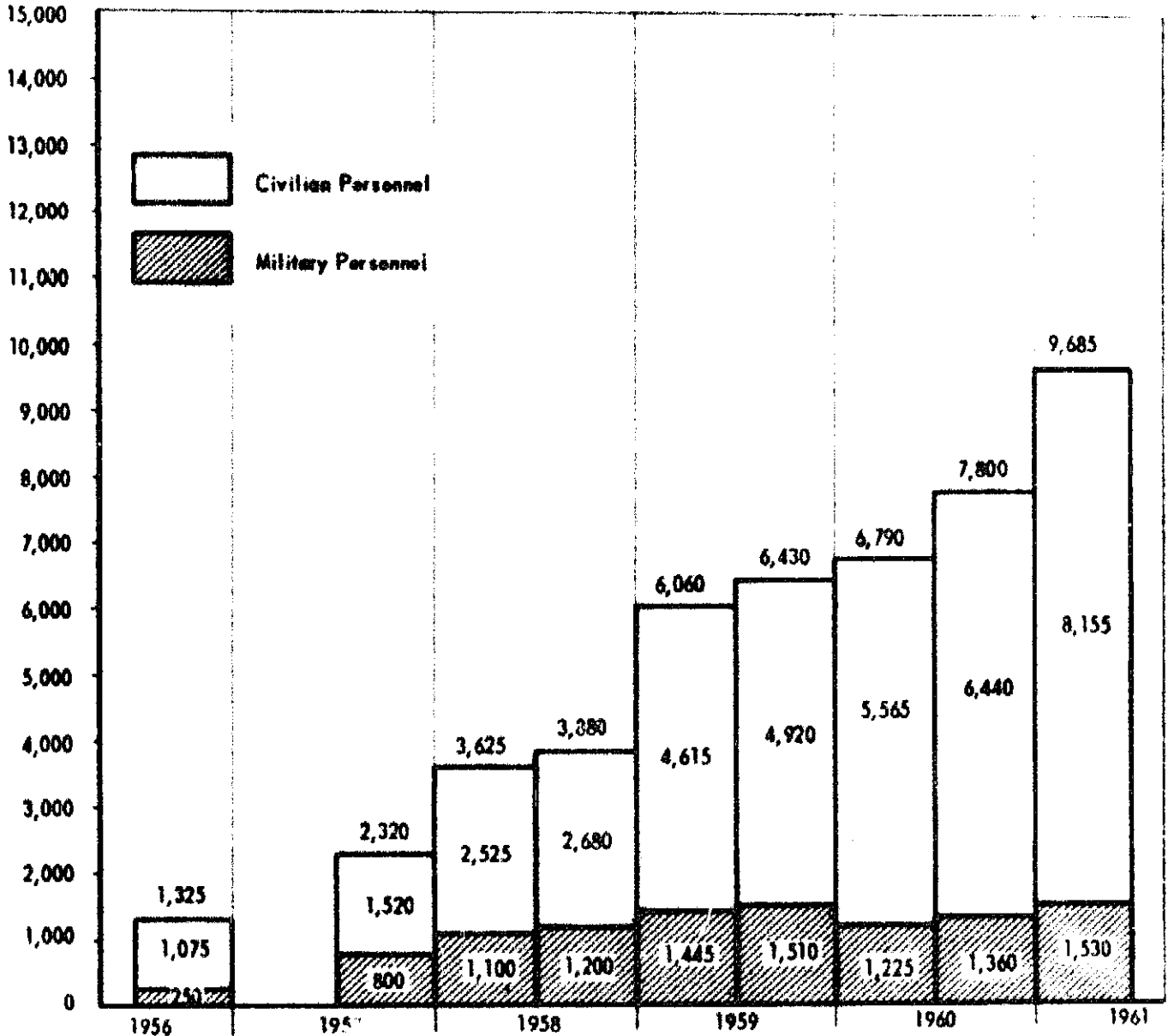
(a) Annual rate based on January-June 1961

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

CHART II

SINO-SOVIET BLOC TECHNICAL ASSISTANCE

Bloc personnel (Technicians, Experts and Labourers) in underdeveloped countries of the free World outside Europe (1)

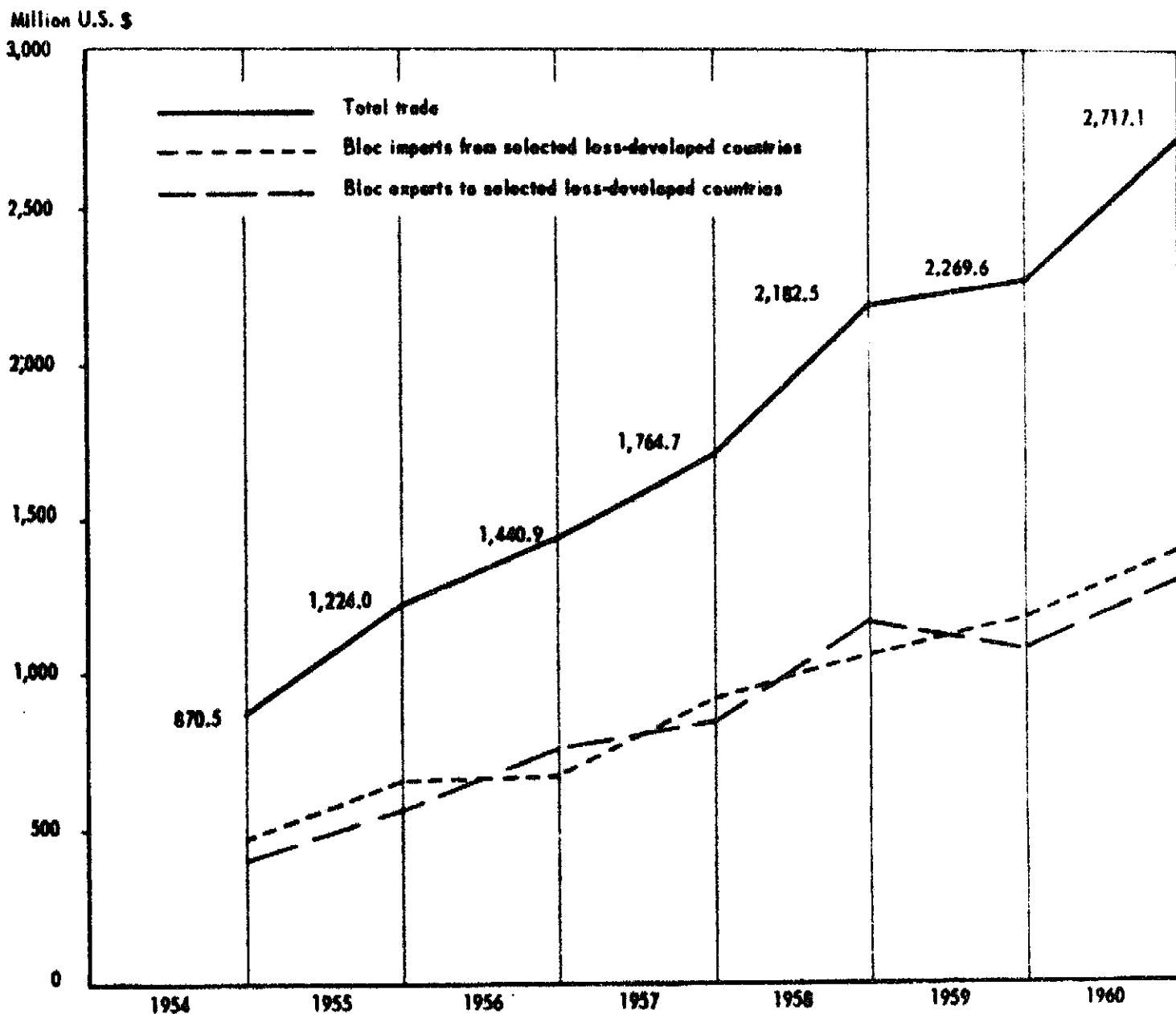


(1) Minimum estimates of bloc personnel in underdeveloped countries for a period of at least one month excluding personnel solely engaged in trade promotion, on a 6 monthly basis.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

CHART III

SINO-SOVIET BLOC TRADE WITH THE UNDERDEVELOPED COUNTRIES OF THE FREE WORLD



Figures for 1961 not available.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TABLERAU I

CREDITS ET DONNS ACCORDES PAR LE BLOC SINO-SOVIETIQUE AUX PAYS  
SOUS-DEVELOPES A TITRE D'AIDE ECONOMIQUE

(1er janvier au 30 juin 1961)

<u>Région et pays</u> <u>bénéficiaires</u>	<u>Montant en millions de \$</u> <u>des E.U.</u>		<u>Fins auxquelles les crédits</u> <u>et les dons ont été accordés</u>
	<u>Total</u>	<u>Montant par pays donateur</u>	
<u>Moyen-Orient</u>			
		12,2 Tchécoslovaquie	Equiperment de production d'énergie électrique Travaux publics municipaux
RAU (Egypte)	17,9	5,7 Allemagne de l'Est	
<u>Total pour le</u> <u>Moyen-Orient</u>	17,9		
<u>Afrique</u>			
		14,0 Tchécoslovaquie	Equiperment industriel Développement économique
		7,0 Hongrie	
Ghana	35,0	14,0 Pologne	Développement économique
Guinée	6,0	6,0 URSS (don)	Hôpital
		44,4 URSS	Développement économique Développement économique
Mali	56,9	12,5 Tchécoslovaquie	
		52,3 URSS	Développement économique Développement économique Ecole technique
		4,2 Tchécoslovaquie	
République de Soudan	57,9	1,4 Tchécoslovaquie (don)	
<u>Total pour</u> <u>l'Afrique</u>	155,8		
<u>Asie</u> <u>Pacifique</u>			
	84,0	84,0 Chine Communiste	Développement économique
		30,0 Chine Communiste	Usine de textiles
		50,0 Roumanie	Exploitation pétrolière
Indonésie	85,0	5,0 Bulgarie	Développement économique
Pakistan	30,0	30,0 URSS	Prospection pétrolière
<u>Total pour</u> <u>l'Asie</u>	199,0		
<u>Amerique Latine</u>			
		110,0 URSS	Industries du nickel Développement économique
Cuba	112,0	2,0 Pologne	
<u>Total pour</u> <u>l'Amérique</u> <u>latine</u>	112,0		
<u>TOTAL GENERAL</u>	484,7		



NAVO CONFIDENTIAL  
AC 437-D/91

TABEAU II

OPÉRATIONS ET DONS ACCORDÉS PAR LE BLOC-SUD-SOVIÉTIQUE AUX PAYS NON-DÉVELOPPÉS  
DU MONDE ENTIER AU TITRE DE L'AIDE FINANCIÈRE ET FINANCIÈRE RÉGULIÈRE PAR CES PAYS

Total Général

(1er janvier 1954 au 30 juin 1961)

en millions de \$ E.T.

	Crédits et dons économi- sés (a)	Tirages (a)
<b>TOTAL</b>	4.131	875
<b>MOYEN-ORIENT</b>	1.067	258
Iran	6	6
Irak	216	14
Egypte	622	136
Syrie	179	75
Yemen	44	27
<b>AMÉRIQUE</b>	435	31
Ethiopie	114	4
Ghana	85	10
Guinée	113	17
Mali	57	0
République de Somalie	98	0
Tunisie	8	0
<b>ASIE</b>	2.054	452
Afghanistan	217	93
Birmanie	96	12
Cambodge	72	27
Ceylan	58	5
Inde	943	201
Indonésie	594	100
Népal	41	5
Pakistan	33	3
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>	464	23
Argentine	104	19
Brazil	4	4
Cuba	357	0
<b>EUROPE</b>	111	111
Yougoslavie	111	111

(a) En raison de l'arrondissement des chiffres les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres cités. Au surplus, ces totaux ne constituent pas nécessairement la somme des nouveaux crédits repris au Tableau I ajoutée à celle indiquée dans les rapports antérieurs. Ces chiffres peuvent résulter d'une rectification des chiffres antérieurs.

NAVO CONFIDENTIAL

TABIEAU III  
TECHNICIENS TECHNICIENS DES PAYS IV ET V ET SE TROUVANT DANS LES PAYS  
SOUS-DEVELOPPES (a)  
(Janvier - Juin 1961)

Région et pays	URSS	Pays satellites européens (b)	Ceintre communiste	Nombre total de techniciens du bloc
<b>LEVANT-ORIENT</b>	1.535	440	1.000	2.775
1. Iran	0	70	0	70
2. Irak	320	160	0	480
3. Egypte	500	130	0	630
4. Syrie	365	50	0	415
5. Yémen	150	30	1.000(c)	1.180
<b>AFRIQUE</b>	745	745	150	1.640
6. Ethiopie	100	20	0	120
7. Ghana	200	5	0	205
8. Guinée	430	620	150	1.200
9. Mali	0	45	0	45
10. Maroc	5	0	0	5
11. République de Senegal	0	5	0	5
12. Tunisie	10	50	0	60
<b>ASIE</b>	2.605	300	265	3.170
13. Afghanistan	1.775(d)	135	0	1.910
14. Birmanie	25	0	0	25
15. Cambodge	50	20	240	310
16. Ceylan	25	10	10	45
17. Inde	560	60	0	640
18. Indonésie	110	70	0	180
19. Népal	40	0	15	55
20. Pakistan	0	5	0	5
<b>AMERIQUE LATINE</b>	425	145	0	570
21. Argentine	0	50	0	50
22. Brésil	0	10	0	10
23. Chili	0	5	0	5
24. Cuba	420	80	0	500
25. Equateur	5	0	0	5
<b>TOTAL</b>	5.110	1.630	1.415	8.155

- (a) Destinations indiquées du personnel présent pour une période d'un mois ou de plus d'un mois, à l'exclusion du personnel exerçant uniquement des activités commerciales ou militaires. Les chiffres sont arrondis à la plus proche cent-dizaine.
- (b) Y compris la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.
- (c) Y compris les techniciens et les manœuvres.

TABIEAU IV

ECHANGES COMMERCEAUX DE CERTAINS PAYS SOUS-DEVELOPPES AVEC LE  
 BLOC SINO-SOVIETIQUE

EXPORTATIONS VERS LES PAYS DU BLOC (a)

Région et pays	1958		1959		1960	
	En millions de \$ US	% du total des exportations	En millions de \$ US	% du total des exportations	En millions de \$ US	% du total des exportations
		(b)		(b)		(c)
<b>MOYEN-ORIENT</b>						
1. Iran	30,7	3,5	22,1	2,4	26,3(d)	
2. Irak	0,1	0,2	6,1	1,0	3,1(e)	
3. Israël	6,9	4,9	5,2	2,9	3,8	
4. Jordanie	0,9	10,2	1,0	11,5	1,1	
5. Liban	2,7	7,8	2,6	5,9	4,2(e)	
6. RAU-Egypte	220,8	46,9	227,9	51,4	244,0	45
7. RAU-Syrie	36,9	31,4	12,4	12,1	19,9	23
<b>AFRIQUE</b>						
8. Ghana	1,1	0,4	6,2	2,0	24,5(f)	
9. Guinée	3,4	9,0	5,2	14,5	12,6	23
10. Maroc	14,1	4,1	14,4	4,3	16,0	
11. Soudan	8,7	7,0	14,4	7,5	30,1(g)	15
12. Tunisie	3,2	2,1	4,7	3,3	3,9	
<b>ASIE</b>						
13. Afghanistan(h)	12,6	20,7	20,0	25,1	20,0	30
14. Birmanie	8,8	4,5	5,7	2,5	6,3	
15. Cambodge	0,2	0,4	2,5	4,4	7,0	10
16. Ceylan	21,6	6,0	23,7	6,7	37,5	
17. Inde	74,4	6,1	110,4	8,4	114,6	
18. Indonésie	54,1	7,2	72,3	8,3	76,4(d)	9
19. Malaisie et Singapour	119,4	7,3	201,6	10,4	143,4	
20. Pakistan	21,8	7,3	10,9	3,4	30,7	
21. Thaïlande	3,2	1,0	2,4	0,7	1,0	
<b>AMERIQUE LATINE</b>						
22. Argentine	63,7	6,4	54,2	5,4	61,1	
23. Brésil	45,8	3,7	55,4	4,3	71,4	
24. Colombie	1,9	0,4	2,7	0,6	8,1	
25. Cuba	17,7	2,4	16,5	2,6	140,0	22
26. Equateur	0,6	0,1	1,5	0,2	1,7	
27. Pérou	0,6	0,2	0,1	..	0,1(f)	
28. Uruguay	29,4	21,2	24,7	25,2	13,4	
29. Venezuela	n. d.	..	0,9		n. d.	

NOTE : Voir les renvois à la page suivante.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

**TABLÉAU V**  
**ÉCHANGES COMMERCIAUX DE CERTAINS PAYS SOUS-DEVELOPPÉS AVEC LES**  
**PAYS DU BLOC SINO-SOVIÉTIQUE**  
**IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS DU BLOC (a)**

Région et pays	1958		1959		1960	
	En millions de \$ US	% du total des importations	En millions de \$ UE	% du total des importations	En millions de \$ US	% du total des importations
<b>MOYEN-ORIENT</b>		(d)		(b)		(c)
1. Iran	39,1	9,5	37,1	7,0	14,7(d)	
2. Irak	6,0	2,0	19,4	6,0	37,1(d)	
3. Israël	7,8	1,8	6,2	1,4	4,2	
4. Jordanie	5,3	5,6	4,6	4,1	7,2	
5. Liban	7,7	3,3	8,9	2,8	10,1(e)	
6. RAU-Egypte	232,0	35,0	183,4	29,8	158,9	25
7. RAU-Syrie	24,6	12,1	19,9	11,2	19,3	9
<b>AFRIQUE</b>						
8. Ghana	6,8	2,9	10,2	3,2	14,7(f)	
9. Guinée	4,4	8,0	9,0	18,1	22,0	44
10. Maroc	22,2	5,6	15,4	4,6	22,7	
11. Soudan	7,5	4,4	12,4	7,6	15,8(g)	9
12. Tunisie	2,7	1,7	4,2	2,7	6,7	
<b>ASIE</b>						
13. Afghanistan(h)	23,2	38,4	32,5	43,3	33,0	30
14. Birmanie	31,3	15,3	25,4	11,4	33,2	
15. Cambodge	5,4	7,2	6,2	9,4	14,4	15
16. Ceylan	23,8	9,4	36,4	8,6	32,4	
17. Inde	75,5	4,4	78,9	4,2	74,4	
18. Indonésie	47,3	9,2	69,2	15,1	79,3	15
19. Malaisie et Singapour	85,1	4,8	73,1	4,0	63,9	
20. Pakistan	16,1	4,1	7,9	2,2	14,9	
21. Thaïlande (j)	3,1	0,8	3,1	0,7	5,4	
<b>AMÉRIQUE LATINE</b>						
22. Argentine	56,2	4,6	49,2	5,0	47,1	
23. Brésil	29,0	2,1	49,2	3,6	79,5	
24. Colombie	1,9	0,5	2,5	0,6	5,4	
25. Cuba (i)	2,0	0,3	1,5	0,2	90,0	19
26. Mexique	2,3	0,2	2,4	0,2	3,6	
27. Pérou	0,9	0,3	0,8	0,3	1,3(f)	
28. Uruguay	10,3	6,8	13,5	9,8	15,0	
29. Vénézuéla	4,5	0,3	7,0	0,5	6,0(g)	

- (a) Données fondées sur les statistiques officielles du commerce des pays du monde libre intéressés.
- (b) Pourcentages calculés d'après le volume total des importations et des exportations tel qu'ils figurent dans "Direction of International Trade", Série T, vol. XI N.9, Nations Unies, publication commune du FMI et de la BIRD.
- (c) On ne dispose pas encore des chiffres pour 1960. Les chiffres figurant dans cette colonne sont des estimations.
- (d) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-septembre 1960.
- (e) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-juin 1960.
- (f) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-novembre 1960.
- (g) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-août 1960.
- (h) Les chiffres pour l'Afghanistan sont des estimations.
- (i) Les chiffres pour Cuba pour les années 1959-60 sont des estimations.
- (j) Taux annuel d'après les chiffres pour janvier-octobre 1960.

ANALYSE PAR PAYS

Paragraphes Nos

MOYEN-ORIENT

Irak	1 - 10
RAU - Egypte	11 - 17
RAU - Syrie	18 - 23
Yémen	24 - 28
Autres pays du Moyen-Orient :	
Chypre	29
Iran	30

AFRIQUE

Ethiopie	31 - 36
Chana	37 - 46
Guinée	47 - 57
Mali	58 - 65
Maroc	66 - 73
Nigéria	74 - 79
Somalie	80 - 85
Tunisie	86 - 90
Autres pays d'Afrique:	
Cameroun	91
Congo	92
Libye	93
Niger	94
Soudan	95
Togo	96

ASIE

Afghanistan	97 - 104
Birmanie	105 - 114
Cambodge	115 - 124
Ceylan	125 - 131
Inde	132 - 142
Indonésie	143 - 154
Népal	155 - 159
Pakistan	160 - 163
Autres pays d'Asie:	
Laos	164 - 165
Taïlande	166 - 167

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

NATO CONFIDENTIAL  
ANNEXE #1  
AC/127-5/91

Paragraphs Nos.

AMERIQUE LATINE

Argentine  
Brésil  
Cuba

163 - 171  
172 - 181  
182 - 196

Autres pays d'Amérique Latine :

Bolivie  
Chili  
Equateur  
Mexique  
Uruguay  
Vénézuéla

197  
198  
199  
200  
201  
202

NATO CONFIDENTIAL

MOYEN-ORIENT

IRAK

1. Depuis octobre 1958, date à laquelle un important contrat pour la fourniture d'armes a été passé entre l'URSS et l'Irak, ce pays a reçu du bloc soviétique au moins \$ 404 millions de crédits et de dons, y compris \$ 188 millions au titre de l'aide militaire, soit environ \$ 58 par habitant. Les relations commerciales de l'Irak avec les pays du bloc se sont rapidement développées, les pays satellites européens étant devenus d'importants fournisseurs de matériel d'équipement.

Aids

2. Aucun engagement nouveau des pays du bloc n'a été signalé pendant le premier semestre 1961, mais des progrès considérables ont été accomplis dans l'exécution des contrats passés antérieurement avec les Soviets (\$ 157 millions de crédits en mars 1959; \$ 45 millions en mai 1960) et avec la Tchécoslovaquie (\$ 33,6 millions de crédits en octobre 1960).

3. Des treize projets énumérés dans l'accord conclu en 1959 avec les Soviets tous, sauf trois, sont maintenant, à divers degrés, dans la phase de l'exécution. Ils comprennent, entre autres, la construction d'une usine de produits pharmaceutiques; d'une usine de conserves; d'une fabrique de tissus de coton et de laine; d'une fabrique de vêtements; de silos à céréales; d'une usine d'extraction du soufre à partir du gaz naturel près de Kirkuk, ainsi que l'installation d'un central téléphonique dans la partie Est de Bagdad. A la fin d'avril 1961, deux nouveaux contrats importants ont été passés au titre de l'accord d'aide conclu en 1959 entre l'Irak et l'URSS, le premier pour la construction d'une fabrique de matériel électrique (dont le coût est évalué à plus de \$ 8 millions), le second pour la construction d'une fabrique de matériel agricole. L'Irak a également annoncé son intention d'importer de l'URSS \$ 1,4 million de matériel de prospection pétrolière, qui sera utilisé dans la région de Khanaqin, où la production pétrolière est sous contrôle du Gouvernement irakien. Ce matériel sera probablement payé sur le crédit ouvert en 1959.

4. Un contrat a été passé en février avec l'URSS pour l'installation à Shuwayfah d'un réacteur de recherche de 2.000 kW, dont la fourniture a été prévue par un accord spécial sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, signé en août 1959. Les travaux concernant la ligne de chemin de fer Bagdad-Basra - projet qui fait l'objet d'un accord distinct avec l'URSS conclu en mai 1960 et prévoyant l'ouverture d'un crédit de \$ 45 millions - ont commencé vers le milieu du mois de février 1961.

5. L'Irak a montré des signes d'impatience devant le retard apporté à l'exécution des projets, et s'est heurté à des difficultés lorsqu'il s'est agi d'organiser les modalités de réception de l'aide soviétique. Il semble qu'au cours de la visite de M. Malakhov, Vice-Président du Comité de la Planification économique de l'URSS, en Irak à la fin de janvier 1961 et qui a duré trois semaines, le Gouvernement irakien a été aidé et obtenu une réduction de 8 à 15% du coût des projets d'aide économique et technique qui doivent être exécutés dans le cadre des crédits ouverts par l'URSS en 1959.

6. Les instruments de ratification de l'accord de coopération technique et économique conclu en octobre 1960 entre l'Irak et la Tchécoslovaquie ont été échangés le 13 février 1961. Les études préliminaires sur six des sept projets prévus par l'accord de crédit conclu avec la Tchécoslovaquie en octobre 1960 ont été remises au Gouvernement irakien à la fin de février. A cette date, des contrats pour l'exécution de deux de ces projets ont été signés. Ces projets étaient probablement déjà prévus dans l'accord commercial de décembre 1958, aux termes duquel la Tchécoslovaquie s'est engagée à préparer des plans complets pour l'industrie pétrolière, les usines de production d'énergie électrique et d'autres industries. Ainsi, une partie au moins des crédits ouverts en 1960 pourraient être utilisés pour l'exécution de projets précédemment prévus dans l'accord commercial de 1958.

7. Les envois d'armes du bloc soviétique y compris 16 MG.19 livrés en janvier se sont poursuivis au cours de la période considérée.

#### Assistance technique

8. Au cours du premier semestre de 1961 la présence en Irak d'environ 765 techniciens des pays du bloc, dont 285 instructeurs militaires était signalée. Le nombre total de techniciens civils, dont les deux tiers, sont des ressortissants soviétiques et le reste des ressortissants des pays satellites européens, est une autre preuve de la cadence accélérée avec laquelle les crédits sont utilisés. Environ 110 Irakiens reçoivent actuellement une formation technique en URSS dans le cadre des fournitures faites à diverses entreprises industrielles, et la formation militaire de personnel irakien se poursuit. Environ 30 Irakiens sont partis en URSS au cours de cette période pour y suivre des cours de formation.

#### Commerce

9. Plus de 90% des exportations de l'Irak se composent de pétrole brut qui est acheminé vers les pays du monde libre. En 1960, les exportations de l'Irak vers les pays du bloc, consistant surtout en dettes, se sont élevées à environ \$ 3,5 millions, représentant moins de 2% du total de ses exportations. Le total des importations en provenance des pays du bloc a sextuplé depuis 1958 pour atteindre en 1960, une valeur totale d'environ \$ 37 millions, soit 10% environ du total des importations de l'Irak. La valeur des importations en provenance des pays du bloc a augmenté en 1961. La Tchécoslovaquie reste, parmi les pays du bloc, le plus important fournisseur de l'Irak, entrant pour environ 60% du total des importations de l'Irak en provenance du bloc.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE



10. L'exposition industrielle soviétique permanente, ouverte à Bagdad en novembre 1960, s'est poursuivie au cours de la période considérée, tandis que s'ouvraient au même moment, en février, une foire commerciale polonaise et, en mai, une exposition soviétique de biens de consommation.

#### RAU -- EGYPTE

11. En mai 1961, une série d'événements politiques a provoqué de vives frictions entre la RAU et l'URSS, mais ces événements n'ont pas eu pour effet un relâchement des efforts de pénétration économique du bloc, ni un ralentissement des livraisons d'armes.

#### Aide

12. Les pays satellites européens ont accordé à la région égyptienne de la RAU de nouveaux crédits s'élevant au total à \$ 18 millions. Le Ministère égyptien des affaires urbaines et rurales a annoncé au début d'avril 1961 l'octroi, par l'Allemagne de l'Est, d'un prêt de \$ 5,7 millions portant intérêt à 2½% et remboursable en cinq ans, pour l'acquisition de matériel et d'équipement destinés à l'exécution de projets d'utilité publique. L'octroi par la Tchécoslovaquie d'un prêt de \$ 12,2 millions portant intérêt à 5% et remboursable en huit ans pour l'agrandissement d'une centrale électrique a également été signalé. Le 23 février 1961, la Pologne a signé avec l'Egypte son premier accord d'aide technique. Le montant de l'aide accordée n'a pas été révélé; celle-ci est probablement destinée à améliorer les pêcheries et les ports de la RAU, y compris des travaux de recherche sur l'érosion des côtes égyptiennes, la création de centres de formation professionnelle pour les pêcheurs et l'achat à la Pologne de bateaux de pêche et de matériel modernes.

13. Bien que les travaux du Grand barrage d'Assouan soient probablement quelque peu en retard sur les prévisions, il est encore trop tôt pour conclure que le projet ne sera pas terminé aux environs de la date prévue, sauf en cas de détérioration imprévisible et sérieuse des relations politiques entre l'Egypte et l'URSS. Un nombre considérable d'installations accessoires sont maintenant achevées, notamment des ateliers de réparation et d'entretien, des logements, des entrepôts, des bâtiments administratifs, une piste d'envol, des installations électriques, des routes d'accès, et une quantité importante de matériel lourd soviétique destiné à l'exécution de la première et de la deuxième phase des travaux est à pied d'œuvre. Une annexe, prévoyant des études préliminaires sur l'installation d'un réseau électrique entre le Grand barrage d'Assouan et Le Caire, a été ajoutée à l'accord égypto-soviétique relatif au Grand barrage. Dans le plan initial du Grand barrage, l'installation de ce réseau et la construction de la centrale électrique étaient prévues dans la troisième et dernière phase de l'exécution du projet.

ANNEXE au  
AC/127-D/91

14. L'exécution de projets d'aide du bloc soviétique s'est poursuivie et la presse a parlé de contrats qui auraient été signés pour la construction d'une fabrique d'antibiotiques, d'une cokerie et d'une usine de produits chimiques. En vue de fixer les grandes lignes des développements des ressources en matières premières et des industries de base, il est procédé actuellement en Egypte à des enquêtes géologiques et topographiques.

15. De nouveaux accords ont rendu encore la RAU plus étroitement dépendante du bloc pour ses approvisionnements militaires et, depuis janvier 1961, les livraisons d'avions de chasse à réaction MiG 19 ont commencé et celles de chars et d'autres matériels militaires ont repris. Bien qu'aucun nouvel accord sur la fourniture d'armes ne soit connu, les difficultés éprouvées, qui ont eu pour effet de prolonger les négociations pendant plusieurs années, semblent maintenant surmontées au moins en partie.

#### Assistance technique

16. Sur les 630 techniciens civils dont la présence était signalée en Egypte au milieu de l'année 1961, le Groupe le plus nombreux était composé de 150 techniciens soviétiques qui travaillaient à l'exécution du projet du Grand barrage d'Assouan. Ce nombre ira probablement en s'accroissant lorsque la deuxième phase des travaux du barrage atteindra son point culminant. En outre, la présence d'environ 245 techniciens militaires du bloc a été signalée en Egypte pendant le premier semestre 1961.

#### Commerce

17. Les pratiques commerciales du bloc semblent avoir fait l'objet de critiques de plus en plus nombreuses, notamment dans les milieux des exportateurs de coton; les importateurs, d'autre part, se montreraient moins disposés à accepter des produits des pays du bloc, bien que le gouvernement encourage ces importations afin d'utiliser les recettes commerciales provenant des importants achats de coton effectués par le bloc. Dans l'ensemble, la part du bloc dans le commerce total de l'Egypte, qui était de 39% en 1959, est tombée en 1960 à 34% par suite de l'accroissement des échanges de l'Egypte avec les pays n'appartenant pas au bloc. Les exportations égyptiennes vers les pays du bloc en 1960 ont augmenté en valeur absolue, mais les ventes de coton aux pays du monde libre au cours de la saison cotonnière 1959-1960 ont augmenté encore plus rapidement(1). Il en est résulté que la part du bloc dans le total des exportations égyptiennes, qui était de 52% en 1959, a été ramenée à 45% en 1960. De même, les importations égyptiennes en provenance des pays du bloc, qui représentaient 30% du total des importations égyptiennes, n'en constituaient plus que 25% en 1960.

(1) D'après certaines indications les achats de coton effectués par le bloc pendant la période septembre 1960 - août 1961 se sont à nouveau accrus. En conséquence la part représentée par les pays du monde libre dans les achats de coton égyptien semblerait devoir se réduire.

Aucun nouvel accord commercial entre les pays du bloc et l'Egypte n'a été annoncé au cours de la période considérée. La Chine communiste a signé un troisième protocole à l'accord de commerce et de paiement de 1958. Vers le milieu de l'année 1961, l'Egypte avait des accords de commerce et de paiement avec tous les pays du bloc sino-soviétique, à l'exception de l'Albanie, et y compris les pays satellites asiatiques. Des négociations à l'échelon supérieur ont eu lieu au Caire avec des représentants de plusieurs pays du bloc, notamment de l'Allemagne de l'Est, de la Tchécoslovaquie et du Viet Nam du Nord.

#### RAU - SYRIE

18. Avec un total général de \$ 307 millions (y compris \$ 127,7 millions de crédits accordés au titre de l'assistance militaire) pour une population de 4,6 millions d'habitants, la Syrie est le pays auquel le bloc sino-soviétique a consenti la plus importante aide financière par tête d'habitant (plus de \$65), mais la cadence d'exécution des projets financés par ces crédits, à l'exception des livraisons d'armes, a été extrêmement lente.

#### Aide

19. Aucun nouvel octroi de crédits par le bloc n'a été signalé au cours du 1er semestre de 1961. De nombreux projets soviétiques établis dans le cadre de l'ouverture du crédit de \$ 150 millions consenti en octobre 1957 n'ont pas dépassé la phase de la planification. Le seul projet jusqu'ici achevé est celui de la prospection géologique de la Syrie. Les relevés aériens effectués en vue de l'établissement d'une carte topographique ont été terminés à la fin d'avril 1961. La société bulgare Techno-Export, agissant en qualité de sous-traitant pour le compte de l'URSS, a annoncé que les barrages de Rastan et de Muhardah seraient achevés à la fin de mars et d'avril, respectivement. La construction de ces barrages fait partie du programme de développement de la vallée du Ghab, dont l'exécution, qui doit être achevée en 1962, permettra de mettre en valeur plus de 12.000 hectares de marais, tout en fournissant annuellement 80.000 Kwh d'électricité. D'après certaines informations, du personnel soviétique installe une centrale électrique au barrage de Rastan. Le coût de ce projet, exécuté dans le cadre de l'accord de crédit de 1957, s'élèvera à \$ 1,4 million, devant être remboursés en douze ans.

20. Sur le crédit de \$ 2,8 millions consenti par la Tchécoslovaquie à la fin de décembre 1960, 350.000 dollars environ seront consacrés, au début de 1961, à l'acquisition de 46 génératrices qui seront utilisées pour l'exécution d'un projet d'électrification d'un village. En outre, la Syrie a acheté à crédit en Allemagne de l'Est six génératrices dont le coût total s'élèverait à 120.000 dollars. A la fin de juin 1961, la Syrie envisageait d'accepter une offre de la Hongrie pour la construction d'une minoterie à Deir-es-Zor et des magasins frigorifiques pour la conservation des aliments. En décembre 1960, la Hongrie a consenti à la RAU un crédit de \$ 16,2 millions dont il semble qu'environ \$ 2,7 millions doivent aller à la Syrie et, à la fin de juin 1961,

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

le Gouvernement syrien procédait à des consultations sur l'utilisation éventuelle de ce crédit. Une usine de gaz bitane, donnée par la Tchécoslovaquie pour compléter la raffinerie de Homs, a été inaugurée en janvier 1961, mais la construction de l'usine d'engrais de cette ville et du chemin de fer de Kameshly à Latakia, sont encore à l'étude.

21. La République Fédérale d'Allemagne a manifesté son intérêt pour le projet syrien qui ouvre les perspectives les plus favorables, à savoir celui du barrage de l'Euphrate que l'URSS étudie déjà depuis quelque temps(1).

#### Assistance technique

22. Depuis le 1er semestre 1959, le nombre des techniciens civils et des conseillers militaires des pays du bloc qui travaillaient en Syrie et qui était alors de 735 et de 265 respectivement, a été ramené au cours du 1er semestre de 1961 à un chiffre total évalué à 415 techniciens civils; sur ce nombre, 125 travaillaient à l'exécution du projet de la vallée du Chab, sur le fleuve Orontes, et un nombre égal effectuait des relevés topographiques et des enquêtes géologiques. En outre, environ 235 instructeurs militaires s'occupaient de la formation technique nécessaire au maniement des armes en cours de livraison.

#### Commerce

23. En 1960, les exportations de la Syrie vers les pays du bloc ont augmenté considérablement par rapport à 1959, tandis que les importations en provenance de ces pays diminuaient légèrement. Dans les deux cas toutefois, les chiffres de 1960 restent très au-dessous des chiffres records atteints en 1958 où ceux-ci ont atteint 31% en ce qui concerne les exportations et 12% pour les importations. L'URSS est, parmi les pays du bloc, le principal client et fournisseur de la Syrie.

#### YEMEN

24. La situation géographique du Yemen et sa position stratégique sur les lignes de communications entre l'Europe et l'Asie, sont probablement les principales raisons de l'attention que le bloc sino-soviétique porte à ce pays. Au milieu de l'année 1960, environ \$ 61 millions (y compris \$ 17 millions de crédits consentis au titre de l'aide militaire) avaient été accordés par le bloc sino-soviétique, soit environ \$ 12 par habitant.

#### Aide

25. Bien qu'aucun nouveau crédit n'ait été accordé au Yemen au cours du 1er semestre de 1961, la pénétration économique du bloc

---

(1) Au début de septembre 1961, l'URSS aurait renoncé à l'exécution du projet de la vallée de l'Euphrate, qui devait être exécuté dans le cadre du crédit de \$ 150 millions consenti en 1957. La République Fédérale accordera pour ce projet un crédit de \$ 125 millions qui sera remboursé en 12 ans à partir de 1967, et portera intérêt de 3,75%.

a progressé dans ce pays en raison d'une part de l'achèvement du premier port en eau profonde du Yémen, construit par l'URSS à Hudaydah et d'autre part, de la construction d'une route asphaltée de Hudaydah à Sa'na que la Chine communiste est en train de terminer. Le port construit par l'URSS peut recevoir des navires de haute mer d'un tonnage de 10.000 tonnes, ayant un tirant d'eau maximum d'environ 9 m. Le port a été officiellement inauguré le 2 avril 1961 et l'influence qu'il exerce sur la structure des échanges et sur le développement économique en général se font de plus en plus sentir. L'ouverture de la nouvelle route que la Chine communiste achève actuellement de construire renforcera l'impression de prospérité et de progrès que les milieux commerciaux attribuent de plus en plus volontiers à l'assistance fournie par le bloc.

26. Vers le milieu du mois de mars 1961, des techniciens soviétiques sont arrivés au Yémen pour étudier un projet de route de Hudaydah à Ta'izz que l'URSS et la Chine communiste avaient, semble-t-il, déjà offert de construire. Aucun accord final ne doit être conclu avant que l'enquête ne soit terminée. Les Etats-Unis sont également intervenus activement dans le domaine de la construction de routes. Dans un délai relativement court, le Yémen a été doté d'une infrastructure économique importante, implantée presque exclusivement grâce à l'aide étrangère.

#### Assistance technique

27. Environ 1.200 techniciens civils et manoeuvres des pays du bloc étaient employés, semble-t-il, au Yémen au cours du premier semestre de 1961, dont environ 1.000 ravaillleurs chinois affectés à la construction de routes. Après l'achèvement des travaux du port de Hudaydah, le nombre des techniciens soviétiques a été ramené de 300 à 150; 50 environ resteront au Yémen en qualité de conseillers techniques chargés de l'entretien du chenal d'entrée long de 9 kms environ. Selon certains rapports, les autorités yéménites ont tenté sans succès de s'assurer le contrôle total des installations portuaires, qui resteront placées sous l'autorité d'experts soviétiques. Il semble que la plupart des Yéménites ayant reçu une formation en URSS en vue d'assurer la gestion du port sont maintenant rentrés au Yémen. Par contre, environ 20 étudiants sont partis en URSS à la fin de 1960 pour y recevoir une formation médicale et sanitaire.

#### Commerce

28. Au début de 1961, le Yémen a conclu avec la Corée du Nord et le Viet Nam du Nord des accords de commerce et de paiement. Le Yémen doit exporter du café, du coton et du cuir, et la Corée du Nord fournira des machines, des produits chimiques et des textiles. Aucun détail sur les échanges prévus entre le Vietnam du Nord et le Yémen n'est connu. La réorientation du commerce, qui a commencé au début de 1960, s'accélère depuis que le port est entré en activité. L'URSS a fourni des produits textiles, du sucre, du savon, des allumettes et des réchauds Primus, tous produits essentiels d'utilisation courants et continue à recevoir la plus

Grande partie des exportations agricoles du Yémen: café et peaux. D'après les renseignements disponibles, l'URSS a insisté auprès du Yémen pour que celui-ci accepte un accord de troc (produits pétroliers soviétiques contre coton yéménite) afin de supplanter les pays occidentaux qui fournissent actuellement le Yémen en pétrole.

AUTRES PAYS DU MOYEN-ORIENTCHYPRE

29. Selon certaines indications, le Président Makarios s'efforce toujours de se passer de l'aide technique et financière du bloc, malgré sa déclaration de janvier selon laquelle Chypre serait prêt à accepter une aide quelle que soit sa provenance. En dépit d'une légère augmentation en 1960, les échanges avec le bloc représentent encore moins de 3% du commerce extérieur de Chypre. Deux accords de troc portant sur l'échange d'oranges de Chypre contre du sucre de l'URSS ont été conclus au cours du premier semestre de 1961, et la Hongrie a accepté d'acheter 2.000 tonnes de vins que Chypre parvient difficilement à écouler.

IRAN

30. L'offre soviétique de construire une aciérie et de fournir une aide financière reste apparemment subordonnée à la condition que l'Iran se retire du CENTO et renonce à son accord bilatéral avec les Etats-Unis. Aucun signe n'indique que le nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en mai 1961, ait l'intention de modifier la politique précédente de l'Iran. Les échanges commerciaux avec le bloc en 1960 sont restés à peu près au même niveau qu'en 1959. Les importations en provenance de celui-ci ont sensiblement diminué en valeur réelle, tandis que les exportations vers le bloc ont légèrement augmenté; ces dernières représentaient à la fin de 1960, environ un quart des exportations totales de l'Iran, contre un cinquième en 1959, compte non tenu des exportations de pétrole.

AFRIQUE

ETHIOPIE

31. Le résultat des activités économiques du bloc ne semble pas avoir répondu aux espoirs que celui-ci avait fondés lors de l'ouverture d'un crédit de \$ 100 millions, consenti par l'URSS en juillet 1959. Au cours du premier semestre de 1961, il semble que le bloc ait fait porter ses efforts en Ethiopie non plus tellement dans ce domaine de l'aide économique, mais plutôt dans celui de la propagande culturelle, diplomatique et politique.

Aide

32. En mars 1961, l'URSS a soumis une série de propositions révisées concernant la raffinerie de pétrole d'Assab, dans lesquelles le coût du projet était évalué à près de trois fois celui qui avait été prévu en mars 1960. Le gouvernement avait accepté, en principe, la construction de la raffinerie comme un projet de première importance à financer par le crédit accordé en 1959, mais l'estimation révisée du coût du projet a placé l'offre soviétique dans une position compétitive défavorable par rapport aux propositions de l'Ouest. A la fin du mois d'avril, l'URSS a soumis une nouvelle estimation du coût du projet, qui se rapprochait davantage de la proposition initiale. Les négociations relatives à ce projet se poursuivent.

33. Les seuls progrès accomplis dans la voie d'une réalisation des engagements pris précédemment par le bloc consistent en la signature d'un contrat pour la construction d'une école secondaire à Bahardar (don de l'URSS) et d'un contrat avec la Tchécoslovaquie pour l'acquisition d'équipement sanitaire dans le cadre du crédit de \$ 10 millions accordé en décembre 1959, et expédié en Ethiopie au cours du premier semestre de 1961. Par ailleurs dans le cadre de ce même crédit la Tchécoslovaquie construirait une usine de bottes et de chaussures en matière plastique.

Assistance technique

34. En avril 1961, l'Ethiopie a signé des protocoles aux accords culturels conclus en 1959 avec l'URSS et la Tchécoslovaquie, qui spécifient le nombre de bourses d'études de professeurs et d'étudiants, de missions culturelles, de délégations sportives, de compagnies théâtrales et de groupes touristiques qui seront échangés en 1961. L'Ethiopie doit envoyer en URSS des commentateurs de la radio, des traducteurs et des professeurs tous de langue amharique, qui travailleront pendant deux ans dans des organismes soviétiques.

35. L'effectif du personnel du bloc soviétique stationné en Ethiopie a triplé au cours du premier semestre de 1961 atteignant 120 personnes. Cette augmentation considérable est

due principalement aux travaux de recherche entrepris dans la région d'Assam en vue de la construction de la raffinerie de pétrole et auxquels participaient environ 100 techniciens soviétiques pendant la période considérée.

### Commerce

36. Il est généralement admis que le volume du commerce entre l'Ethiopie et le bloc demeure faible, probablement inférieur à \$ 4 millions, soit moins de 2 % du commerce extérieur total de l'Ethiopie en 1960.

### GHANA

37. Il semble que l'Union soviétique continue à considérer le Ghana comme son objectif principal en Afrique. Au cours du premier semestre 1961, le bloc a étendu son influence dans le pays en lui fournissant une assistance financière accrue. Les livraisons d'armes se poursuivent, une partie de celles-ci étant d'ailleurs apparemment destinées à d'autres régions de l'Afrique. Au milieu de l'année, les crédits ouverts par le bloc soviétique s'élevaient à \$ 85 millions. Sur ce chiffre, \$ 47 millions environ venaient de l'URSS mais, depuis quelques mois, les pays satellites européens (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie(1)) semblent jouer un rôle de plus en plus important dans l'aide fournie par le bloc au Ghana.

### Aide

38. Le 20 avril 1961, la Pologne a ouvert un crédit de \$ 14 millions pour l'implantation d'installations industrielles, notamment une aciérie, une fabrique d'outils, une usine d'outillage agricole et une fabrique de charbon de bois, et pour l'achat de matériel divers destiné à une raffinerie de sucre, à des distilleries et à des aciéries. Il semble qu'il faille ajouter à cette liste une fabrique de matières colorantes et un chantier naval où seraient construits des chalands à moteur. Le taux d'intérêt a été fixé à 3 % et le prêt est remboursable en huit ans.

39. A peu près à la même époque, la Hongrie a ouvert au Ghana un crédit de \$ 7 millions pour le financement des importations de biens d'équipement, de machines et de matériel de transport. L'intérêt a été fixé à 2,5 % et ce prêt est remboursable en huit ans. La délégation hongroise au Ghana a indiqué que ce montant pourrait, par la suite, être doublé pour l'exécution de projets déterminés, tels que la construction d'une usine de produits pharmaceutiques, d'une usine de câble d'aluminium, d'une usine d'ampoules électriques, de petites centrales hydroélectriques et thermiques, des conserveries et des

(1) A la suite de la visite que le Président Nkrumah a faite à Pékin au mois d'août, le Ghana et la Chine communiste ont signé un accord de commerce et de paiement et des accords de coopération culturelle, technique et économique, aux termes duquel le Ghana recevrait un prêt d'environ \$ 20 millions à utiliser entre 1962 et 1967 et remboursable en 10 ans, à partir de 1971.



minoteries, de locomotives Diesel et des wagons de chemin de fer. Ce prêt de la Hongrie, comme celui de la Pologne dont il a été fait mention au paragraphe précédent, semble avoir le caractère d'un prêt commercial plutôt que d'un prêt consenti uniquement en vue du développement économique. C'est la première fois que la Hongrie fournit une aide économique à un pays africain.

40. A la fin du mois de mai, la Tchécoslovaquie a signé un accord d'aide économique et technique, prévoyant l'ouverture d'un crédit de \$ 14 millions. Aux termes de cet accord, la Tchécoslovaquie fournira une assistance technique pour la construction de centrales hydroélectriques qui favoriseront la réalisation de quatre projets à fins multiples, de plusieurs hôpitaux, d'une tannerie et de diverses usines qui produiront du sucre, des céramiques, des chaussures, du contreplaqué et des pneus. Au mois de juin, le Gouvernement ghanéen a signé avec une organisation tchécoslovaque des contrats pour l'étude technique de divers fleuves de la région occidentale du Ghana, afin de rechercher des sites où pourraient être construites des centrales électriques, dont la Tchécoslovaquie établirait les plans. Le Ministre ghanéen des transports a passé un contrat pour la fourniture de deux autres avions Il-18 destinés à la Compagnie Ghana Airways, et dont le coût serait imputé à la même ouverture de crédits que les achats précédents, les paiements étant répartis sur huit ans.

41. Des négociations seraient en cours entre le Ghana et la Chine communiste en vue de la conclusion d'un accord d'assistance technique (voir le renvoi de la page 38).

42. Sur l'ouverture de crédit de \$ 40 millions consentie par l'URSS en août 1960, un quart au moins avait été tiré au milieu de l'année 1961. Par ailleurs les livraisons d'armes destinées probablement à des groupes dissidents dans d'autres pays africains, se sont poursuivies au cours de la période considérée.

#### Assistance technique

43. Tous les nouveaux accords de crédit mentionnés ci-dessus prévoient une assistance technique. Des experts polonais, hongrois et tchécoslovaques sont attendus au Ghana. Le nombre des experts du Bloc au Ghana continuera probablement à s'accroître. A la fin de décembre 1959, il s'élevait à 30, à la fin de 1960, à 120 et au milieu de l'année 1961 à 205.

44. Le nombre d'étudiants ghanéens qui reçoivent une formation dans les pays du bloc a augmenté, bien que l'intention exprimée à la fin de 1960 par le Président Nkrumah d'envoyer en 1961 3.000 étudiants dans ces pays, ne se soit pas encore matérialisée. Au milieu de 1961, environ 250 étudiants ghanéens poursuivaient leurs études dans le bloc, notamment en URSS, contre environ 3.000 dans des pays du monde libre.

Commerce

45. En 1960, les importations du Ghana en provenance des pays du bloc ont atteint 4 % du total des importations, contre 3 % en 1959, le ciment et les avions étant les principaux produits importés. Une part importante des avions et des techniciens de la Ghana Airways est fournie par l'URSS.

46. Les exportations du Ghana à destination des pays du bloc ont augmenté considérablement en 1960 en raison des importants achats de cacao effectués par l'URSS au cours de la campagne 1959/1960, mais le Comptoir de commercialisation du cacao du Ghana s'est aperçu que certaines quantités de cacao achetées par les pays du bloc avaient été revendues à l'Allemagne de l'Ouest. La part des exportations totales vers les pays du bloc, est passée de 2 % en 1959 à 7 % en 1960. Il semble toutefois qu'en 1961 les échanges commerciaux du Ghana avec ces pays n'augmenteront pas aussi rapidement qu'en 1960, l'introduction par le bloc de produits de consommation se heurtant à des difficultés considérables en raison de la concurrence des pays de l'Occident (sauf peut-être, dans une certaine mesure pour le sucre et le poisson congelé). Le Ghana pourra être amené à réduire ses ventes de cacao aux pays du bloc en raison des perturbations que les réexportations de ce produit par le bloc risquent d'introduire sur son marché traditionnel.

GUINÉE

47. De tous les pays africains (1), la Guinée est actuellement celui qui a les liens économiques les plus étroits avec le bloc sino-soviétique, qui a reçu l'assistance financière la plus importante (environ \$ 118 millions, soit quelque 40 dollars par habitant), qui emploie le nombre le plus élevé de techniciens du bloc, et qui envoie dans les pays du bloc, pour y recevoir une formation, le plus grand nombre de techniciens et d'étudiants africains (environ 500). En outre la Guinée est le seul pays africain qui ait accepté une aide militaire importante du bloc. Elle dépend, dans une plus grande mesure que n'importe quel autre pays africain, de son commerce avec le bloc.

48. Le bloc sino-soviétique a continué d'étendre ses activités en Guinée, cherchant à se servir de ce pays comme d'un exemple pour les autres états africains. Pour ne pas les alarmer, il se peut que le bloc se soit imposé une certaine réserve, laissant à la Guinée une grande liberté d'action. Le Président Sekou Touré a proclamé maintes fois la neutralité de la Guinée et il a indiqué qu'il verrait volontiers les pays de l'Europe occidentale et les Etats-Unis jouer un rôle plus important en Guinée. Cette attitude semble être contraire à la stratégie habituelle des pays africains, qui acceptent une aide du bloc afin d'affirmer leur indépendance et parce qu'elle incite les pays de l'Ouest à se montrer plus généreux.

(1) L'Egypte est considérée comme un pays du Moyen-Orient.

49. Tous les grands pays du bloc ont pris part à l'offensive économique lancée par le bloc. L'URSS fournit plus de la moitié du total de l'aide financière du bloc, mais au milieu de l'année 1961, les pays satellites d'Europe fournissaient encore plus de la moitié du personnel d'assistance technique et étaient, de loin, parmi les pays du bloc, les partenaires commerciaux les plus importants de la Guinée. Depuis 1960, la Chine communiste s'intéresse de plus en plus à ce pays.

#### Aide

50. Au cours de la période considérée aucun nouveau crédit n'a été consenti pour le bloc à la Guinée, mais celle-ci a reçu un certain nombre de dons, dont le montant est évalué à \$ 6 millions, y compris du matériel soviétique pour l'équipement d'un hôpital de 500 lits. A la fin de 1960, la Guinée n'avait utilisé qu'un montant négligeable des crédits et des dons accumulés qui lui avaient été consentis. Au cours du premier semestre de 1961, le bloc s'est surtout attaché à l'exécution de projets pour lesquels il avait déjà pris des engagements et qui étaient prévus dans le plan de développement triennal de la Guinée (1960-1963). L'aide financière jusqu'ici accordée à la Guinée ne représente pas moins de 80 % du revenu national du pays.

51. Les projets financés par les crédits soviétiques, qui sont actuellement étudiés ou en voie d'exécution, comprennent la modernisation de l'aérodrome de Conakry, la remise en état du port de Conakry, la construction de routes dans la région de Conakry, la modernisation du réseau ferroviaire guinéen, la construction d'un institut polytechnique pour 1.600 étudiants et la création d'une ligne aérienne nationale guinéenne. En outre, la construction de trois hôtels de 100 chambres et l'extension, probablement vers le Mali, du réseau routier et ferroviaire est actuellement à l'étude. L'hôpital de 500 lits, don de l'URSS, qui doit être construit à Conakry sera le plus grand du pays et comportera des services de chirurgie, de soins dentaires, de thérapie et de physiothérapie. Du personnel soviétique est arrivé en Guinée au printemps pour surveiller l'installation du matériel.

52. Une flotte de pêche commune polono-guinéenne, composée de quatre bateaux avec un équipage polonais chargé de donner à des guinéens une formation en matière de navigation et de pêche, a été officiellement inaugurée le 10 mai. La Pologne doit créer une industrie nationale de la pêche et fournira des installations pour la réfrigération et l'entreposage du poisson, ainsi que des moyens de transport pour la distribution des produits de la pêche.

53. La Tchécoslovaquie construit actuellement une imprimerie nationale et une station d'émissions radiophoniques et la Hongrie a entrepris le forage de puits d'eau. Aux termes d'un accord de coopération scientifique et technique conclu au cours de la période considérée, la Bulgarie doit envoyer au Ghana des ingénieurs hydrologistes, des ingénieurs des mines,

des experts agricoles, des médecins et des hommes de science. La Chine communiste s'occupe principalement de créer des plantations de riz, de thé et de poivriers et de remettre en état une fabrique de quinine.

54. La quatrième livraison d'armes de l'URSS est arrivée en Guinée à la fin du mois de mai. Elle comprendrait 5 chars d'assaut, des véhicules amphibies, de l'artillerie et des armes légères. Les quantités totales de matériel militaire livré à la Guinée par les pays du bloc paraissent excéder les besoins de ce pays et semblent indiquer que la Guinée est peut-être un centre d'approvisionnement où d'autres pays de l'Afrique occidentale se fournissent en armes.

#### Assistance technique

55. Le nombre de techniciens du bloc se trouvant en Guinée a augmenté d'une façon frappante, passant de 385 à la fin de 1960 à environ 1200 pendant le premier semestre de 1961. Un fonctionnaire guinéen a déclaré qu'il y aurait environ 1000 techniciens du bloc en Guinée à la fin de 1961. Au fur et à mesure que progresse l'exécution des projets, les analystes attachés à ceux-ci sont progressivement remplacés par des contremaîtres et des spécialistes. Des frictions peuvent se produire occasionnellement entre les Guinéens et les techniciens du bloc, mais jusqu'à présent rien ne prouve que les guinéens ne soient pas satisfaits de la compétence et du travail de ces techniciens. Les livraisons accélérées de matériel et les arrivées de techniciens ont fait taire les anciennes critiques au sujet de la lenteur de l'exécution des projets.

#### Commerce

56. Un groupe de travail mixte composé de Guinéens et de ressortissants de l'Allemagne de l'Est s'est réuni au mois de juin pour examiner la question de l'établissement de relations commerciales normales entre les deux pays. La Guinée a signé avec le Vietnam du nord et la Corée du nord des accords commerciaux pour une période de trois ans. Le commerce entre ces pays était jusqu'ici inexistant et les échanges prévus par les accords resteront vraisemblablement négligeables. Vers le milieu de 1961, la Guinée avait des accords de commerce et de paiement avec l'URSS, la Chine communiste, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Allemagne de l'Est et des accords commerciaux avec la Hongrie, la Corée du Nord et le Vietnam du Nord.

57. Les importations de la Guinée en provenance du bloc ont continué à augmenter, atteignant 44 % du total des importations du pays en 1960, contre 18 % en 1959 et un pourcentage négligeable avant cette époque. Les exportations du bloc, qui représentaient 14 % du total de leurs exportations en 1959, se sont élevées à 23 % de ce total en 1960. Le déficit de la balance commerciale de la Guinée avec le bloc, évalué à la fin de 1960 à \$ 9,4 millions, s'élevait en avril 1961 à environ \$ 15 millions.

MALI.

58. La tension persistante entre le Sénégal et le Mali aggrave les difficultés économiques éprouvées par ce dernier et rend son développement plus tributaire de l'aide étrangère. Le Mali a accepté une aide réduite de la part des Etats-Unis; le Royaume-Uni et Israël lui auraient également offert leur assistance. Le Bloc a exploité le besoin d'aide extérieur du Mali et lui a accordé des crédits s'élevant à \$ 56,9 millions, soit environ \$ 14 par tête d'habitant dans un pays où le revenu individuel est extrêmement bas.

Aide

59. L'URSS et le Mali ont signé le 13 mars 1961, un accord de coopération économique et technique, comprenant l'octroi par l'URSS d'un prêt à long terme de \$ 44,4 millions pour le développement économique. Le 24 juin, il a été annoncé officiellement que la Tchécoslovaquie avait accepté d'ouvrir divers crédits s'élevant au total à \$ 12,5 millions. La Chine communiste a également accepté, en principe, de consentir au Mali un prêt à long terme, dont le montant n'a pas encore été fixé.

60. Le prêt de l'URSS doit être utilisé aux fins d'une assistance technique pour la prospection minière, la construction d'une usine de ciment, l'amélioration de la navigation sur le Niger, la création d'un centre de formation professionnelle ainsi que pour l'établissement de plans et l'étude d'une ligne de chemin de fer qui serait raccordée au réseau ferroviaire de la Guinée. L'URSS fournit également des avions commerciaux, des hélicoptères et du matériel d'aéroport, probablement en vertu d'un accord de crédit distinct.

61. Les crédits consentis par la Tchécoslovaquie se composent principalement d'un prêt de \$ 10 millions, pour la construction de minoteries, d'une fabrique de textiles et d'ateliers d'assemblage, de machines agricoles et de bicyclettes. Le crédit, dont une partie peut servir à couvrir les dépenses afférentes à l'aménagement de laboratoires d'hôpitaux et à l'achat de camions est utilisable jusqu'en 1965. Une partie du prêt semble pouvoir être remboursé en arachides. Environ \$ 1 million sera consacré à l'achat d'un avion tchécoslovaque et \$ 1,5 million à la formation de pilotes Malis.

62. Selon certains rapports, la Tchécoslovaquie aurait accepté d'émettre de la monnaie pour le compte du Mali à condition que celui-ci quitte la zone franc et forme une union douanière avec la Guinée. D'autre part, le Mali aurait signé avec la Tchécoslovaquie un accord de crédit d'une durée de cinq ans prévoyant l'octroi d'un prêt à 2,5 % pour l'achat d'armes, mais le montant de ce prêt n'est pas connu.

Assistance technique

63. Environ 45 techniciens tchécoslovaques travaillaient au Mali vers le milieu de 1961. Ils constituaient l'avant garde d'un groupe plus important qui était attendu dès que les crédits susmentionnés commenceraient à être utilisés. La plupart de ces techniciens sont arrivés au Mali au début de mai pour assurer le fonctionnement des aérodromes et des tours de contrôle, jusqu'ici confié aux forces militaires françaises. La Tchécoslovaquie a également accepté de contribuer à la formation de journalistes malis et, selon certaines indications, l'Allemagne de l'Est fournirait une assistance technique aux services d'information du Mali. Ce pays a également signé avec la Bulgarie un accord de coopération scientifique et technique. Enfin le Mali et le Vietnam du nord ont convenu de coopérer dans le domaine de la recherche médicale.

Commerce

64. En dehors des accords de commerce et de paiement qu'il a conclus avec la Tchécoslovaquie à la fin de 1960, le Mali a signé, au cours du premier semestre de 1961, des accords commerciaux avec l'URSS, la Chine communiste, l'Allemagne de l'Est, la Bulgarie et la Corée du Nord. Avant 1960, la France achetait la récolte d'arachides du Soudan (devenu depuis le Mali), à des prix généralement très supérieurs aux cours mondiaux. En février 1961, il semble que le Mali ait vendu la presque totalité de sa récolte d'arachides à l'URSS et à la Tchécoslovaquie à des conditions probablement identiques à celles offertes par la France. La moitié du paiement doit être effectué en dollars ou en tout autre monnaie convertible, et l'autre moitié en produits spécifiés dans les accords commerciaux. Les arachides constituant la principale exportation du Mali, il en résulte une réorientation considérable du commerce extérieur du pays. Le Mali, qui est un pays sans côtes, a tout d'abord trouvé ses débouchés sur la mer à travers le Sénégal, où une ligne de chemin de fer reliait Bamako, capitale du Mali, à Dakar ; depuis qu'il s'est séparé du Sénégal, il est devenu tributaire dans une mesure sans cesse croissante de la Côte d'Ivoire, de la Haute Volta et de la Guinée, ce qui explique l'importance économique de la ligne de chemin de fer reliant la Guinée et le Mali.

65. L'accord commercial signé avec l'URSS prévoit l'échange d'arachides, de coton, de laine et de produits folkloriques du Mali contre des biens d'équipement, de l'acier laminé, des produits pétroliers, des produits manufacturés, des biens de consommation et des denrées alimentaires de l'URSS. L'accord commercial stipule que chaque partie bénéficiera de la "classe de la nation la plus favorisée". Un accord de clearing avec la Chine prévoit que celle-ci importera des arachides, du riz, du coton, de la laine, des cuirs et des peaux, en échange de machines, d'instruments scientifiques, d'appareillage électrique, de produits chimiques, de produits pharmaceutiques, de matériel médical, de produits sidérurgiques de matériaux de

construction, de textiles, de denrées alimentaires et de biens de consommation. L'accord, conclu pour un an, est renouvelable. Les règlements seront effectués en francs malis.

MAROC

66. Bien que le Maroc n'ait encore accepté aucun crédit pour son développement économique, il y a lieu de signaler quelques faits nouveaux survenus dans certains domaines particuliers.

Aide et assistance technique

67. Au cours de la première semaine de février 1961, douze chasseurs à réaction MIG-17 et deux avions d'entraînement MIG-15 ont été livrés au Maroc. Environ quarante techniciens accompagnaient cette livraison pour surveiller l'assemblage des avions en dépit de l'assurance du Gouvernement marocain qu'aucun envoi de personnel soviétique n'était prévu. La plus grande partie de celui-ci a été remplacé en mai par des techniciens égyptiens, apparemment à la demande du Gouvernement marocain.

68. En mars 1961, 2 experts soviétiques, suivis après de quelques autres, sont arrivés au Maroc pour étudier la possibilité d'établir un chantier naval à Alhucemas, où seraient construits des navires de petit et de moyen tonnage, destinés surtout à la flotille de la garde côtière. Ce projet coûterait environ \$ 8,4 millions et serait mis en adjudication internationale dès la présentation du premier rapport des experts soviétiques.

69. Le 8 mai, le Maroc a conclu avec la Tchécoslovaquie un accord d'aide économique et technique. Des renseignements détaillés à ce sujet ne sont pas disponibles, mais il semble que la Tchécoslovaquie ait accepté de fournir aux industries textiles, sucrières et chimiques des machines et une assistance technique. Plusieurs experts tchécoslovaques sont arrivés à Rabat le 19 mai.

70. La Tchécoslovaquie a conclu avec le Maroc un accord relatif à l'aviation civile, aux termes duquel les avions de ligne tchécoslovaques à destination de Bamako (Mali) et d'Accra (Ghana) auront le droit de faire escale à Casablanca.

71. Une délégation Nord-coréenne s'est rendue au Maroc à la fin du mois de juin, à l'issue d'un voyage en Guinée, au Ghana et au Mali. Selon un communiqué commun publié à la veille du départ de la délégation, le Maroc et la Corée du Nord reconnaissent la nécessité de développer les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays.

72. Le 12 juin, un cargo soviétique aurait débarqué dans le port de Casablanca environ 2.000 tonnes de munitions, d'armes légères, d'artillerie légère et de canons antiaériens, probablement destinés aux rebelles algériens.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

ALL CONFIDENTIAL  
 ANNEX A  
 AC 712-5791

- 46 -

Commerce

73. Au cours de 1960, les importations du bloc en provenance du Maroc ont augmenté légèrement par rapport à 1959 et les exportations sont revenues à peu près au niveau de 1958, après avoir fléchi en 1959. Les échanges entre le Maroc et ces pays se représentent pas plus de 5 % du volume total du commerce extérieur marocain. Une partie de ce commerce consiste dans l'échange traditionnel de thé vert de Chine contre des phosphates du Maroc. Celui-ci a, depuis quelque temps déjà, signé des accords de commerce et de paiement avec les principaux pays du bloc sino-soviétique mais aucun fait nouveau n'est intervenu dans ce domaine au cours de la période considérée.

NIGERIA

74. Une mission nigérienne s'est rendue en Tchécoslovaquie, en URSS, en Pologne et en Chine communiste au cours des mois de mai et juin, dans le but d'établir des relations économiques avec ces pays et d'en obtenir une assistance financière. Il semble que la mission n'était pas habilitée à conclure un accord économique, mais elle a préparé le terrain pour de futures négociations en vue de la conclusion d'accords formels.

Aide

75. Le 5 juin, un communiqué, publié conjointement par les Gouvernements tchécoslovaque et nigérien, a annoncé qu'après l'établissement de relations diplomatiques, la Tchécoslovaquie serait prête à fournir au Nigeria une aide économique à long terme dans les domaines de l'agriculture et l'industrie, des mines, des transports et de la santé publique. En même temps, la Tchécoslovaquie déclarait qu'elle était disposée à octroyer des bourses d'études et à fournir des services d'experts. Une mission tchécoslovaque s'est rendue au Nigeria pour poursuivre les discussions.

76. Après la visite de la délégation nigérienne à Moscou, la Pravda a fait savoir que l'URSS avait offert une assistance économique et technique pour le développement de l'agriculture, la construction d'usines de transformation de produits alimentaires et la création d'écoles professionnelles. Il a également été annoncé que les établissements d'enseignement soviétiques recevraient des étudiants nigériens pendant l'année scolaire 1961-1962.

77. La Pologne a déclaré qu'elle était prête à livrer à crédit des installations industrielles et à envoyer des techniciens qui détermineront les projets à exécuter à l'aide de ces crédits. Elle a également annoncé qu'elle faisait don d'un atelier destiné à une école technique du Nigeria et qu'elle octroyait quinze bourses pour des études supérieures en Pologne.

NATO CONFIDENTIAL

- 46 -



78. La Chine communiste aurait offert de fournir des ensembles complets d'outillage industriel et agricole, de procurer une assistance technique et de développer les relations culturelles. Une délégation commerciale chinoise est arrivée au Nigéria le 6 avril. Au milieu de l'année 1961, aucun accord de crédit n'avait cependant encore été conclu.

#### Commerce

79. Au cours de son séjour dans les quatre pays mentionnés, la délégation nigérienne a reçu des offres pour la conclusion d'accords commerciaux. Jusqu'au mois de juin 1961, les échanges entre la Nigéria et les pays du bloc étaient négligeables.

#### REPUBLIQUE DE SOMALIE

80. Parmi les pays africains parvenus à l'indépendance en 1960 la République de Somalie est probablement l'un de ceux qui éprouvent les difficultés économiques les plus sérieuses. Ses ressources agricoles et minérales connues sont limitées. La population se compose surtout de nomades et pratiquement aucun de ses habitants n'a reçu la formation administrative et technique nécessaire au développement économique. Le système local d'enseignement est insuffisant et n'offre guère de possibilité d'amélioration. Le pays se trouve dans l'impossibilité d'assurer avant longtemps le financement des dépenses indispensables au fonctionnement de l'état sans une aide importante de l'étranger. Le bloc sino-soviétique a essayé d'exploiter la situation économique précaire de la République de Somalie et le désir éprouvé par son gouvernement de recevoir une assistance accrue, afin de pouvoir répondre aux besoins croissants de la population. Au cours du premier semestre de 1961, le bloc a réalisé des progrès considérables dans la voie du développement des relations économiques et politiques avec la République de Somalie.

#### Aide

81. Depuis le début d'avril 1961, l'URSS et la Tchécoslovaquie ont offert à la République de Somalie de conclure des accords d'aide, des accords commerciaux et des accords de coopération culturelle et scientifique, et ils ont invité une délégation de ce pays à se rendre en URSS et en Tchécoslovaquie à la fin de mai et au début de juin. A la suite de cette visite, l'URSS a consenti un prêt à long terme de \$ 44,5 millions pour le développement de l'industrie et de l'agriculture et a ouvert pour une durée de cinq ans un crédit de \$ 7,8 millions afin de lui permettre de payer ses importations. En outre, l'URSS a promis de construire, à titre gratuit, deux hôpitaux, une imprimerie, une école technique et une station d'émissions radiophoniques ; elle a accepté d'envoyer en Somalie des médecins et des instituteurs et de former du personnel sanitaire. Par ailleurs la Tchécoslovaquie a ouvert à la Somalie un crédit de \$ 4,2 millions.

NATO CONFIDENTIEL  
ANNEXE au  
AC/127-D/91

- 48 -

82. Je mentionne des crédits soviétiques, bien que peu importants du point de vue du pays donateur, équivalant à peu près au PNB de la République de Somalie. Au cours de ses premières négociations avec l'URSS, le gouvernement somali avait demandé une assistance pour l'amélioration des ports de Mogadiscio, Bera et Méra, la construction d'un barrage, l'aménagement d'un aéroport international, le développement des ressources en eau, l'irrigation, les enquêtes géologiques, le développement des industries de transformation, la construction et l'équipement d'hôpitaux, d'écoles et la création d'un service d'information. La construction du port semble être le domaine principal où peuvent se trouver en conflit les intérêts de l'Occident et du bloc.

83. La façon dont les crédits devront être utilisés n'a pas été précisée mais une délégation tchécoslovaque qui se trouve actuellement en Somalie conciliera certainement des accords préliminaires pour l'exécution de projets industriels. L'évolution de l'assistance du bloc dépendra en grande partie du progrès des négociations en cours et de la rapidité avec laquelle les projets seront exécutés.

#### Assistance technique

84. Jusqu'à présent deux techniciens tchécoslovaques seulement travaillaient au Ministère de l'Éducation. Plus de 100 Somalis poursuivraient des études dans les pays du bloc : 30 en URSS, 35 en Tchécoslovaquie, 17 en Allemagne de l'Est et 30 environ en Chine communiste.

#### Commerce

85. La République de Somalie a signé avec l'Union Soviétique un accord commercial prévoyant l'échange de produits tels que cuir et peaux, bananes, coton et arachides, contre des machines agricoles, de l'outillage industriel et des biens de consommation. Les bananes constituent environ 45 % des exportations totales de la République et la presque totalité de cette production a été achetée par l'Italie à un prix supérieur aux cours mondiaux. Cet accord a été confirmé depuis que le pays est parvenu à l'indépendance. La production de nombreux produits d'exportation pourrait être développée assez rapidement à condition de trouver de nouveaux débouchés. Il semble que le Gouvernement somali n'ait guère témoigné jusqu'ici d'intérêt à l'égard de cet aspect des relations économiques avec le bloc, mais même si elle ne s'assurait qu'une petite partie du marché des bananes, l'URSS pourrait essayer de créer ainsi un précédent en vue d'une future expansion des échanges.

#### TUNISIE

86. Bien que le Gouvernement tunisien continue à faire preuve de prudence à l'égard des offres d'aide du bloc et qu'aucun accord important d'aide ou d'assistance technique n'ait été conclu au cours du premier semestre de 1961, le bloc

NATO CONFIDENTIEL

- 48 -

a poursuivi ses efforts pour étendre et diversifier ses relations économiques avec la Tunisie(1). A la fin de 1960, la Pologne avait ouvert à la Tunisie un crédit de \$ 8 millions.

### Aide

87. L'URSS a offert son assistance pour la construction dans la région Nord-Ouest de la Tunisie de trois petits barrages en terre et la création d'une école d'ingénieurs rattachée à l'Université de Tunis. Un groupe d'experts doit se rendre en Tunisie pour négocier l'accord final. Comme l'exécution de ces projets appelle un apport important de main-d'œuvre, la plus grande partie du coût de la construction des barrages sera probablement supportée par la Tunisie et les besoins en devises ne s'élèveront qu'à environ \$ 7 millions. Une délégation soviétique s'est également rendue en Tunisie pour discuter de projets concernant l'agriculture, le logement et les questions culturelles.

88. Le bloc a également porté ses efforts sur des projets de travaux publics, de logement et d'urbanisme. Le Ministère tunisien des Travaux publics et du Logement aurait accepté l'aide de treize techniciens tchécoslovaques pour l'entretien de matériel lourd et de seize architectes et ingénieurs bulgares qui se trouvent en Tunisie pour un contrat de deux ans. Il construiront, entre autres, des routes dans les divers districts administratifs du pays. Une délégation d'urbanistes bulgares s'est rendue en Tunisie au mois d'avril. Aucune nouvelle indication n'a été donnée sur l'utilisation du crédit de \$ 8 millions que la Pologne a consenti à la fin de 1960. Il semble toutefois qu'une somme de \$ 1,6 million ait été réservée pour la construction d'une usine de produits en métal léger et des ingénieurs polonais établissent actuellement les plans d'un chantier naval à Bizerte qui construira des bateaux de pêche et d'autres bateaux de faible tonnage. Le crédit polonais pourrait également financer en partie la construction d'une fabrique de textiles. Un groupe polonais élabore actuellement des projets pour la construction de logement ouvrier dans une banlieue industrielle de Tunis.

### Assistance technique

89. Des négociations portant sur la production et l'édition de films cinématographiques auraient eu lieu entre le Ministère de l'Information tunisien et la Tchécoslovaquie. Aux termes d'un accord conclu avec l'Allemagne de l'Est, la Tunisie doit recevoir une assistance dans le domaine de la radio et de la télévision. Vers le milieu de 1961, environ 50 techniciens du bloc venant de pays satellites d'Europe et environ 10 spécialistes soviétiques, travaillaient en Tunisie. Un petit nombre de techniciens tunisiens ont quitté le pays au cours de la période considérée pour suivre en Pologne pendant six mois un cours de formation aux techniques du filage du coton. Jusqu'ici, le nombre des étudiants tunisiens ayant reçu une formation dans les pays du bloc était négligeable.

(1) Au début d'août 1961, l'URSS a consenti à la Tunisie un prêt de \$ 27,5 millions pour la construction de plusieurs petits barrages en terre et d'une école technique.

Commerce

90. La Tunisie a conclu plusieurs accords de commerce et de paiement avec les principaux pays satellites européens, l'URSS et la Chine communiste. En 1960, elle a importé pour \$ 6,7 millions de produits en provenance du bloc, contre \$ 4,2 millions en 1959, mais la valeur de ses exportations a été ramenée de \$ 4,7 millions en 1959 à \$ 3,9 millions en 1960. Le volume total du commerce avec les pays du bloc représente moins de 5 % du commerce extérieur de la Tunisie, la plus grande partie de ces échanges étant effectués avec la Tchécoslovaquie. La Tunisie a signé avec celle-ci un protocole pour 1961, prévoyant une augmentation de 50 % du volume du commerce entre les deux pays.

AUTRES PAYS AFRICAINS

CAMEROUN

91. Une mission soviétique s'est rendue au Cameroun à la fin du mois de mars 1961 pour y discuter du développement des relations économiques entre les deux pays. Aucun accord n'a été annoncé mais, selon une déclaration officielle, il est probable qu'un accord de coopération économique sera signé.

CONGO

92. Un communiqué publié au Caire le 17 mars par un Représentant du "Gouvernement de Stanleyville" a annoncé la signature, le 6 mars, d'un accord de commerce avec la Tchécoslovaquie. Toutefois, cet accord semble n'avoir qu'une valeur de propagande.

LIBYE

93. Une délégation parlementaire libyenne s'est rendue, au début de mai, en URSS, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est, tandis que la Libye recevait en avril une délégation soviétique.

NIGER

94. Une mission économique tchécoslovaque s'est rendue au Niger à la fin du mois de janvier et au début février, et a proposé au Gouvernement un programme d'aide économique, des bourses d'études pour une formation poussée dans les domaines industriel et agricole, l'envoi de produits d'exportation tchécoslovaques et une coopération scientifique et technique. Le Niger a annoncé son intention d'envoyer à son tour une mission à Prague.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

SOUDAN

95. Les efforts déployés par l'Union soviétique et la Chine communiste pour accroître leur influence dans ce pays se sont poursuivis pendant le premier semestre de 1961(1). La Chine communiste a, pour la première fois au Soudan organisé une exposition qui s'est tenue à Khartoum en mars 1961, montrant les progrès économiques réalisés par la Chine. A la fin du mois d'avril, le Conseil des Ministres a accepté, en principe, de conclure un accord commercial avec la Chine communiste. Bien que des échanges sous forme de troc aient déjà eu lieu entre ces deux pays, c'est la première fois qu'un accord commercial officiel est conclu.

TOGO

96. Au début du mois de mai, le Togo a accepté une proposition de la Pologne d'établir dans les deux pays des missions commerciales et, le 12 juin, l'URSS et le Togo ont signé un accord commercial prévoyant la fourniture par l'URSS de machines et d'outillage, de matériaux de construction et de textiles, en échange de produits du Togo, tels que café, fèves de cacao, graines oléagineuses et autres produits agricoles.

---

(1) A la fin de juillet 1961, le Soudan a accepté de l'URSS, pour financer divers projets de développement, un prêt de \$ 22 millions à 2,5 % et remboursable en 12 ans, à partir de l'année suivant la livraison du matériel

A S I E

AFGHANISTAN

97. L'Afghanistan reste le seul pays où l'influence croissante de l'URSS est fondée sur une pénétration purement économique s'exerçant souvent en dépit d'une certaine résistance politique. C'est dans ce pays que les Soviétiques ont, pour la première fois, tenté en 1953 d'utiliser l'assistance financière, militaire et technique pour attirer l'Afghanistan dans l'orbite du bloc soviétique. L'influence soviétique sur le développement économique de ce pays a été récemment accrue par la participation directe à la préparation du deuxième plan quinquennal de l'Afghanistan de conseillers soviétiques en matière de planification. Pendant près d'un an, une équipe de vingt-quatre spécialistes soviétiques de la planification a collaboré étroitement avec les principaux Ministères du gouvernement afghan dans l'élaboration de ce plan dont les objectifs en matière d'investissements, dépassent probablement les possibilités de l'Afghanistan. En prenant le parti de celui-ci dans le différend poushtounistanais, l'URSS espère gagner l'appui du public et des milieux officiels. Afin de contrebalancer cette pression, le Gouvernement afghan a cherché à intéresser à son programme de développement les pays industrialisés de l'OTAN (France, Italie, Allemagne de l'Ouest, Royaume-Uni, Etats-Unis).

Aide

98. Aucun nouveau crédit ou don important n'a été annoncé au cours du premier semestre de 1961. En avril, le Premier Ministre afghan a examiné à Moscou les perspectives d'une nouvelle coopération économique. Les crédits soviétiques non utilisés dépassent encore \$ 100 millions, mais ils sont en totalité réservés à l'exécution des projets déjà préparés. Le Gouvernement afghan a cherché à obtenir une aide étrangère complémentaire, tant de la part du bloc que des pays du monde libre, pour l'exécution de son deuxième plan quinquennal, qui commence en septembre. L'annonce faite par Moscou en avril donne à penser que l'accord de principe concernant une aide soviétique complémentaire a été conclu et, selon certaines rumeurs, le montant de l'aide envisagée serait d'environ \$ 300 millions, ce qui laisse encore place à une aide d'importance égale de la part du monde libre pour l'exécution du nouveau plan. Fidèle à sa neutralité, le Gouvernement afghan a accueilli récemment avec satisfaction des offres d'assistance des Etats-Unis dans le domaine de la planification.

99. D'une manière générale, l'exécution des projets bénéficiant d'une assistance soviétique s'est poursuivie d'une façon satisfaisante. L'URSS a accordé une priorité de premier rang à la construction de la route de Kushka à Kandahar. Un embranchement ferroviaire de 10 km, allant du territoire russe jusqu'en Afghanistan a été construit ostensiblement pour transporter l'outillage

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

et le matériel nécessaires à la construction de la route de Kandahar. De nouveaux progrès ont été également signalés dans l'exécution du projet du barrage de Naghlu. Au mois de mars, une équipe de géomètres soviétiques s'est rendue dans la vallée inférieure de l'Helmand, ce qui a fait naître la rumeur que l'URSS pourrait s'intéresser à la construction d'un barrage dans cette région, adjacente à la frontière iranienne. Environ 200 techniciens soviétiques et roumains continuent à pratiquer des forages de prospection dans les champs pétrolifères de l'Afghanistan septentrional. En dépit des rapports précédents plus optimistes, une seule nappe susceptible d'être exploitée commercialement a été découverte jusqu'à présent. Bien que l'aménagement du champ pétrolifère doive prendre encore sans doute quelque temps, l'Afghanistan envisage, sur l'avis des conseillers soviétiques, la construction d'une petite raffinerie de pétrole dans le cadre de son deuxième plan quinquennal.

100. A l'exception d'une aide de la Tchécoslovaquie pour la construction de deux petites usines (conserverie de fruits et fabrique de ciment), l'assistance du bloc à l'Afghanistan a été fournie presque exclusivement par l'URSS.

#### Assistance technique

101. Au cours du premier semestre de 1961, 1.910 techniciens civils et manoeuvres des pays du bloc soviétique se trouvaient en Afghanistan, soit une augmentation de plus de 250 civils du bloc par rapport à la fin de 1960. Cette concentration de personnel du bloc soviétique est, de loin, la plus importante qui ait jamais été constatée dans un seul pays. Plus de 90% de ce personnel sont des ressortissants de l'URSS.

102. Le bloc a poursuivi ses efforts pour assurer la formation en Afghanistan d'un grand nombre d'Afghans. Le recrutement d'environ 700 stagiaires qui recevront une formation dans le domaine du forage des puits, de l'équipement pétrolier et de l'extraction minière, a commencé au début de l'année. Cette formation leur sera donnée dans une nouvelle école technique située près du champ pétrolifère récemment découvert dans la région nord de l'Afghanistan. Le personnel enseignant sera soviétique. Plus de 1.150 Afghans auraient reçu de la part d'instructeurs soviétiques, dans un centre situé au nord de Hérat, une formation professionnelle, notamment en matière de travaux de construction. Selon certaines informations non confirmées, le Gouvernement afghan ne renouvelerait pas son accord avec l'Armée turque concernant l'envoi d'instructeurs militaires en Afghanistan; par ailleurs, le chef d'Etat-Major de l'Armée afghane a indiqué que, pour l'instant, aucun nouveau personnel afghan ne sera envoyé aux Etats-Unis pour y recevoir une formation militaire. Par contre, le Gouvernement afghan a envoyé en Tchécoslovaquie un groupe de 80 stagiaires qui recevront une formation militaire dans les forces terrestres et aériennes. Ces faits récents semblent indiquer que l'Afghanistan dépend de plus en plus du bloc pour son équipement et ses fournitures militaires.

Commerce

103. Les données relatives au commerce extérieur de l'Afghanistan sont rares, mais il semble que le volume de ses échanges en 1960 n'ait pas sensiblement varié par rapport à 1959. La tension accrue entre l'Afghanistan et le Pakistan qui, seul, peut lui assurer un débouché sur la mer, affectera probablement en 1961 le commerce de l'Afghanistan avec le monde libre, et notamment avec l'Inde, au profit de l'URSS, ce qui aura pour effet de renforcer encore davantage les liens économiques avec celle-ci.

104. Le 3 juin, l'Afghanistan a conclu son premier accord commercial avec la Bulgarie, mais jusqu'ici aucun objectif n'a été fixé. Le Gouvernement afghan a également signé, au début de l'année, un nouveau contrat pour l'achat de biens de consommation soviétiques, dont la valeur est estimée à \$ 990.000. Les produits livrés en vertu d'un contrat antérieur similaire (août 1960 - \$ 300.000) étaient généralement de qualité médiocre, mais leurs prix étaient inférieurs de 50% aux prix de produits similaires sur le marché de l'URSS. Au cours de la période considérée, les deux principaux partenaires commerciaux de l'Afghanistan appartenant au bloc, l'URSS et la Tchécoslovaquie, lui ont offert des conditions spéciales sous forme de rabais et de crédits pour l'achat de 250 camions et de 250 voitures de tourisme, y compris les pièces de rechange. L'URSS est toujours, de loin, le plus important partenaire commercial de l'Afghanistan et ses échanges avec ce pays représentent environ 30% du total du commerce extérieur de celui-ci.

BIRMANIE

105. L'assistance économique que le bloc soviétique accorde à la Birmanie et le commerce qu'il entretient avec elle ont donné dans le passé des résultats plutôt décevants pour cette dernière. La Birmanie a eu depuis plusieurs années une balance des paiements excédentaire vis-à-vis du bloc, qu'elle n'a pu équilibrer. Le programme d'aide de l'URSS a fait l'objet de vives critiques en Birmanie et les relations de ce pays avec la Chine communiste, se sont détériorées jusqu'au deuxième semestre de 1960. La signature, en octobre 1960, du traité sino-birman délimitant les frontières communes aux deux pays, a marqué un tournant dans les relations entre la Birmanie et la Chine communiste. Un accord commercial a été conçu peu après entre les deux pays, suivi par un accord de coopération économique et technique et un accord de paiement. La Chine est maintenant parmi les pays du bloc celui qui exerce le plus d'influence en Birmanie, remplaçant ainsi l'URSS qui s'était montrée particulièrement active pendant la période de tension entre la Chine communiste et la Birmanie.

Aide

106. Le 9 janvier 1961, il a été annoncé officiellement que la Chine communiste avait consenti à la Birmanie le crédit le plus important qu'elle ait jamais offert à un pays du monde libre.



L'accord prévoit un prêt de \$ 84 millions sans intérêt pour le développement économique au cours de la prochaine période de six années allant jusqu'en septembre 1967. Les remboursements du prêt se feront en 10 versements annuels à partir de 1971 soit sous forme d'exportations birmanes, soit "dans la monnaie d'un pays tiers agréé par la Chine". Les crédits n'ont encore été affectés à aucun projet particulier, mais le prêt sera utilisé pour l'exécution de projets à déterminer d'un commun accord, pour l'achat d'équipement industriel, pour le paiement des traitements des techniciens de la Chine communiste en Birmanie et pour les frais des stagiaires birmanes actuellement en Chine.

107. L'exécution des projets représentant des dons soviétiques était en voie d'achèvement pendant la période considérée. L'Institut de géologie est prêt et pourra être utilisé en juin; l'hôtel est terminé et il ne reste plus qu'à installer les appareils de climatisation (qui seront fournis par une société des Etats-Unis), et l'hôpital doit ouvrir en août 1961. Les spécialistes soviétiques assureront la direction des instituts et de l'hôpital et se chargeront de l'entretien de ces établissements. Les longues recherches effectuées pour trouver un personnel de direction pour l'hôtel se poursuivent; une société israélienne semble avoir maintenant le plus de chances de se voir confier cette charge. L'offre d'une société hôtelière dépendant de la Pan American Airways a finalement été rejetée par la Birmanie, probablement à la suite d'objections soviétiques.

108. L'exécution du nouveau plan quadriennal dépend étroitement de l'aide étrangère et le Gouvernement birman a exprimé clairement son espoir d'obtenir une aide importante, tant de la part de l'Est que de celle de l'Ouest.

#### Assistance technique

109. Vers le milieu du mois de mai, 26 techniciens du bloc, tous ressortissants de l'URSS se trouvaient en Birmanie. Vingt d'entre eux travaillaient à l'exécution de projets constituant des dons de l'URSS et quitteront la Birmanie sous peu, mais un certain nombre de spécialistes soviétiques sera probablement affecté à l'Institut de géologie. Trois experts agricoles soviétiques préparent actuellement un rapport final sur l'aide agricole apportée par l'URSS à la Birmanie et trois experts des questions médicales sont arrivés en Birmanie pour apporter leur concours au personnel de l'hôpital construit par l'Union soviétique. Il semble que la Birmanie ait exprimé certaines inquiétudes devant le nombre de techniciens de l'URSS qui constitueront le personnel des diverses institutions offertes à titre de dons. Aucun technicien de la Chine communiste n'est encore arrivé pour mettre en oeuvre l'accord d'aide technique signé en janvier 1961. Le niveau de ceux-ci ne sera pas plus élevé que celui de leurs homologues birmanes et cette clause semble avoir pleinement satisfait les Birmans.

Commerce

110. Les importations birmanes en provenance du bloc pour le premier trimestre de 1961 ont sensiblement diminué par rapport au niveau atteint pendant la période correspondante de l'année précédente et sont tombées à 7% contre 13% au cours du premier trimestre de 1960. Le fléchissement est dû principalement à la diminution des importations en provenance de la Chine communiste. Il faut s'attendre toutefois que le commerce entre les deux pays se développe en 1961, notamment en ce qui concerne les importations de la Birmanie. Par contre, au cours du premier trimestre de 1961 les exportations birmanes vers le bloc indiquent une augmentation rapide par rapport à celles de la période correspondante de 1960. Les Chinois doivent acheter environ 350.000 tonnes de la récolte de riz birman de 1960-1961, et la plus grande partie de ces quantités seront revendues par la Chine à Cuba et à Ceylan. La réexportation par la Chine vers Ceylan du riz birman est devenue pratique courante et la Birmanie n'a pas soulevé d'objection aux réexportations vers Cuba.

111. Les accords de paiement avec la Chine signés en janvier 1961 prévoient l'ouverture d'un compte de compensation à la Banque Centrale de deux pays. Les comptes doivent être compensés à la fin de chaque exercice financier et les crédits dépassant \$ 1,4 million doivent être absorbés dans les six mois soit par des livraisons de biens, soit par des paiements en monnaie d'un pays tiers agréé par les deux parties.

112. Au 4 mai 1961, le solde créditeur net de la Birmanie avec le bloc s'élevait à environ \$ 9 millions, la presque totalité de ce crédit venant de l'URSS. Cette dernière fournirait à la Birmanie 32.000 tonnes de produits pétroliers, notamment du kérosène, du carburant diesel pour moteurs à haut régime, de l'essence et du mazout pour chaudières. La soumission soviétique aurait été légèrement inférieure à celle des deux sociétés internationales en compétition. A moins que l'on ne découvre dans le pays de nouvelles sources, la Birmanie dépendra dans une mesure toujours plus grande de l'importation de produits pétroliers et l'achat de produits soviétiques peut fournir à la Birmanie l'occasion d'utiliser le solde créditeur de son compte avec l'URSS.

113. Le 20 février, la Birmanie a signé avec la Tchécoslovaquie un accord commercial renouant ainsi les relations rompues en 1959, par suite du mécontentement de celle-ci quant aux résultats de ses échanges avec le bloc en général.

114. A l'occasion de la visite en Birmanie de la mission d'amitié de la Chine communiste conduite par le Premier Ministre Chou-en-Lai et composée de plus de 440 délégués, une exposition industrielle, couvrant 4.500 m<sup>2</sup> et où étaient exposés plus de 4.600 produits industriels et agricoles chinois, a été officiellement inaugurée.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

CAMBODGE

115. La Chine communiste dont le Cambodge a été le premier pays à recevoir une aide financière (\$ 22,4 millions le 26 juin 1956) a continué de jouer le rôle de loin le plus important dans l'assistance économique fournie par le bloc sino-soviétique. A la fin de 1960, des offres d'aide importantes ont été faites au Prince Sihanouk au cours de sa visite en Tchécoslovaquie, en URSS et en Chine communiste.

Aide

116. Le fait le plus important survenu au cours de la période considérée est l'arrivée, en mars et en avril, de délégations d'économistes de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Chine communiste, venus pour négocier certains projets au titre des nouveaux accords d'aide.

117. Les experts soviétiques en matière d'énergie hydroélectrique ont étudié trois emplacements pour la construction d'un barrage qui doublerait la production d'énergie électrique du Cambodge, et dont le coût s'élèverait à \$ 40 millions. En outre, l'URSS examine la possibilité de construire un barrage sur le Mékong. L'Union soviétique a également offert de construire un collège technique et ce projet a fait l'objet d'un accord officiel signé le 24 juin. Le collège sera situé à Phnom Penh et pourra recevoir 1.000 élèves répartis en cinq facultés. L'URSS fournira environ 25 professeurs et conférenciers et cinq interprètes pendant une période initiale de deux ans. La construction devra être terminée en 1964. Les premiers membres du groupe chargé de la prospection géologique, qui doivent procéder à une étude complète des ressources minérales du Cambodge, sont arrivés en même temps que la délégation soviétique. L'hôpital soviétique de 500 lits à Phnom Penh, qui a été construit grâce à un don consenti par l'URSS en 1957, fonctionne depuis décembre 1960, mais les frais d'hospitalisation relativement élevés, le fait que les médecins soviétiques ne parlent ni le cambodgien, ni le français et la corruption qui règnerait parmi le personnel cambodgien, ont soulevé certaines critiques.

118. Bien qu'un accord économique entre la Tchécoslovaquie et le Cambodge ait été signé le 11 février 1961, les négociations sur les trois projets envisagés - la construction d'une raffinerie de sucre de palme, d'une fabrique de pneus et d'un atelier d'assemblage de tracteurs - se sont heurtées à des difficultés considérables. Les techniciens tchécoslovaques ont déclaré que les fonctionnaires cambodgiens montraient peu d'empressement à conclure un accord sur la raffinerie de sucre envisagée; de son côté, la délégation tchécoslovaque a repoussé la proposition du Cambodge de rembourser le coût de la construction de la fabrique de pneus avec les pneus fabriqués, tandis que les Cambodgiens estimaient que le coût de la construction de la fabrique était trop élevé. Les experts cambodgiens ont exprimé des doutes quant à la rentabilité de l'atelier d'assemblage de tracteurs. Les autorités cambodgiennes ont refusé en janvier une offre tchécoslovaque de construire une fabrique de munitions.

119. La Chine communiste a commencé l'exécution de plusieurs petits projets financés par le don de \$ 26,5 millions consenti en décembre 1960. Six techniciens chinois des chemins de fer sont arrivés à Phnom Penh le 23 mars pour aider à la construction du chemin de fer de Sihanoukville et trois fonctionnaires chinois des Services de la navigation négocient la création d'une compagnie de navigation mixte.

120. Depuis novembre 1960, la fabrique de textiles construite avec le don consenti par la Chine communiste en 1956 fonctionne à pleine capacité, mais le départ de tous les techniciens chinois expérimentés pourrait avoir une influence sur le rendement futur de l'usine. La fabrique de papier, construite grâce au même don, opérait en mai 1960 à 70% de sa capacité par suite des difficultés rencontrées pour installer le matériel et de l'insuffisance de l'approvisionnement en bambou. Un programme de replantation de bambou a commencé à être exécuté dans la province de Kratie. L'usine privée fonctionne partiellement depuis octobre 1960, mais l'absence de demande intérieure et la qualité médiocre des produits sont un obstacle aux ventes. On ne pense pas que la fabrique de ciment soit achevée avant 1963. En février 1961, le coût de la construction des quatre usines s'élevait déjà à \$ 20,6 millions. On prévoit qu'une grande partie du crédit complémentaire de \$ 11 millions offert par la Chine communiste pour terminer et agrandir les usines actuelles sera utilisée pour régler certaines dettes et pour terminer la fabrique de ciment.

#### Assistance technique

121. Le nombre des techniciens du bloc au Cambodge au cours des six premiers mois de 1961 est évalué à 310, dont environ 240 Chinois, 50 Russes, environ une quinzaine de Tchèques et environ 5 Polonais. Le départ du personnel soviétique de l'hôpital construit à titre de don et des techniciens chinois des quatre usines mentionnées ci-dessus a été plus que compensé par l'arrivée des délégations d'experts chargés de préparer la mise en oeuvre du nouveau programme d'aide du bloc, accepté en novembre et en décembre 1960. L'effectif du personnel du bloc sino-soviétique se trouvant dans le pays, composé surtout de techniciens et de spécialistes de la Chine communiste, s'est accru constamment depuis la fin de 1956. Il s'élevait à 175, dont 155 Chinois, à la fin de 1959, et à 235, dont 210 Chinois à la fin de 1960.

122. Les techniciens cambodgiens ayant reçu une formation en Chine communiste ont progressivement remplacé le personnel des quatre usines mentionnées ci-dessus. Quatre-vingt-cinq techniciens cambodgiens poursuivaient encore leurs études en Chine communiste au cours du premier semestre de 1961. Sur ce nombre, 68 faisaient un stage en vue de leur affectation à l'usine de ciment et 17 étudiaient les techniques en matière d'électricité. Quelques étudiants cambodgiens se trouvent à l'Université Patrice Lumumba à Moscou; et une douzaine d'étudiants ont quitté le pays pour entreprendre des études classiques dans les pays du bloc au cours de l'année scolaire 1961-1962.

Commerce

123. Jusqu'à 1957, le commerce du Cambodge avec les pays du bloc a été négligeable, mais en 1959, les exportations vers le bloc représentaient 4,3% du total, et les importations 9,5%. La valeur des échanges du Cambodge avec le bloc a plus que doublé en 1960 par rapport à 1959. L'augmentation des exportations est due aux ventes de caoutchouc (environ \$ 3 millions à l'URSS) et de riz (à la Tchécoslovaquie). A la fin de 1960, les exportations vers le bloc représentaient 10% du total et étaient évaluées à \$ 7 millions. Les importations en provenance du bloc, composées d'une vaste gamme de produits (textiles, machines, matériel de transport provenant surtout de la Chine communiste, et en partie, de la Tchécoslovaquie et de l'URSS) ont atteint 15% du total des importations et leur valeur était estimée à environ \$ 15 millions, soit une augmentation de 250%. Il semble que la balance commerciale du Cambodge continuera à présenter un déficit et que le volume des importations en provenance des pays sino-soviétiques, financées par le Cambodge à l'aide des dons reçus du bloc, n'empêchera pas un déficit du compte de compensation. Les autorités cambodgiennes considèrent avec une inquiétude croissante ces déficits de plus en plus importants car, s'ils persistent, ils devraient être remboursés en livres sterling. Le Cambodge a négocié en avril un nouvel accord de commerce et de paiement avec la Bulgarie. Une délégation commerciale de l'Allemagne de l'Est s'est rendue au Cambodge en mai pour mettre en application l'accord de commerce et de paiement signé en 1960. Un service aérien entre Phnom Penh et l'Indonésie, assuré par des appareils tchèques, a été inauguré.

CEYLAN

124. Depuis la formation, vers le milieu de 1960, du Gouvernement de Mme Bandaranaike, la situation économique et politique du pays semble avoir lentement évolué dans un sens favorable à une pénétration économique accentuée du bloc. La plus grande partie de l'aide financière a été accordée entre septembre 1957 et septembre 1958 par la Chine communiste (\$ 26,3 millions) et l'URSS (février 1958 - \$ 30 millions), mais deux ans et demi plus tard, même pas 10% de ces crédits et de ces dons n'avaient été utilisés. En absence de plans concrets de développement et d'une administration efficace, la politique économique tendant à "ceylaniser" et à nationaliser d'importants secteurs de l'industrie (décourageant ainsi les investissements privés) jointe aux déficits budgétaires chroniques et aux balances commerciales défavorables de ces dernières années, semble indiquer que le Gouvernement aura de plus en plus recours à l'aide étrangère. Certains membres du gouvernement ont cherché activement à obtenir une aide économique des pays du bloc.

Aide

125. Aucun nouveau crédit économique n'a été accordé par les pays du bloc sino-soviétique au cours du premier semestre 1961, étant donné que des crédits considérables accumulés depuis plusieurs années attendent encore d'être utilisés. Les efforts du bloc ont

porté surtout sur l'emploi de l'ouverture de crédit de \$ 30 millions, consentie par l'URSS en février 1958 et du don de \$ 15,8 millions octroyé par la Chine communiste en septembre 1957, mais un très petit nombre de projets ont dépassé le stade de la planification.

126. Ceylan a maintenant approuvé huit des projets proposés dans le cadre du programme d'aide soviétique. Le dernier projet approuvé est celui d'un entrepôt frigorifique pour 200 tonnes de fruits et de légumes, qui doit être construit à Kanay. Le coût total de l'installation est évalué à \$ 210.000 et la part de Ceylan dans les dépenses d'équipement doit s'élever à environ \$ 52.000. Des spécialistes soviétiques terminent l'étude d'un projet relatif à la construction d'une minoterie (capacité: 70.000 tonnes de blé) et d'un silo à élévateur (capacité: 20.000 tonnes de céréales). Un autre groupe d'experts soviétiques est arrivé le 22 mars pour procéder à une étude sur les dépôts de tourbe et évaluer les perspectives du développement économique du pays. L'URSS participe également à la mise en oeuvre d'un programme de plantation de canne à sucre qui doit rendre Ceylan moins étroitement dépendant de ses importations.

127. Le Ministère des Transports et des Travaux publics de Ceylan envisage d'utiliser environ \$ 6,3 millions sur le don consenti en 1957 par la Chine communiste pour l'achat de matériel roulant ferroviaire. Les négociations relatives à l'offre faite, il y a trois ans, par la Chine de construire une usine textile équipée pour la filature et le tissage, se sont poursuivies, mais aucun contrat n'a jusqu'ici été signé.

#### Assistance technique

128. Environ 45 techniciens du bloc se trouvaient à Ceylan au cours de la période considérée. Le départ des techniciens tchécoslovaques, après l'achèvement d'une raffinerie de sucre à Kantalai, a été plus que compensé par l'arrivée d'experts soviétiques et chinois venus pour procéder à des études et des prospections préliminaires.

#### Commerce

129. Le protocole annuel à l'accord de troc (caoutchouc - riz) conclu pour cinq années (1958-1962) entre Ceylan et la Chine communiste a été signé le 4 avril. Cet accord prévoit l'échange de 31.000 tonnes métriques de caoutchouc contre 200.000 tonnes longues de riz. L'accord de 1960 prévoyait l'échange de 17.000 tonnes métriques de caoutchouc contre 160.000 tonnes longues de riz. Les quantités de riz que la Chine s'est engagée à fournir proviennent généralement d'importations en provenance de la Birmanie.

130. Le 29 avril, Ceylan a conclu son premier accord commercial avec l'Allemagne de l'Est et a accepté la création à Ceylan d'un Office commercial permanent de ce pays. Ceylan a maintenant des accords de commerce et de paiement avec tous les pays du bloc soviétique (à l'exception de l'Albanie) ainsi qu'avec la Chine communiste qui reste, de loin, parmi les pays du bloc, le partenaire commercial le plus important de Ceylan.

131. En 1960, les importations de Ceylan en provenance du bloc ont diminué par rapport à 1959, tandis que ses exportations à destination du bloc augmentaient, résultat des efforts déployés par Ceylan pour redresser sa balance commerciale dont le déficit s'était aggravé en 1958 et en 1959. Toutefois, les importations en provenance du bloc augmenteraient encore probablement en 1961 et pourraient comprendre des produits tels que le pétrole soviétique.

### INDE

132. Aucun changement important n'est à signaler pendant le premier semestre de 1961 dans les relations économiques de l'Inde avec le bloc sino-soviétique. Le succès des réunions qui se sont tenues en avril et mai dans le cadre du consortium "L'aide à l'Inde" ont confirmé l'opinion selon laquelle l'Inde n'acceptera une aide accrue du bloc que dans la mesure où elle pourra absorber cette aide sans risque de devenir trop tributaire de l'Union soviétique. L'URSS a néanmoins gardé ses positions dans ce pays, malgré la tension croissante des relations entre l'Inde et la Chine résultant des incidents de frontière.

### Aide

133. Aucun nouveau crédit n'a été consenti à l'Inde par le bloc au cours de la période de six mois considérée(1). En mars 1961, le Vice-Premier Ministre hongrois a annoncé à Delhi que son pays était disposé à contribuer au développement économique de l'Inde et lui a offert un crédit de \$ 16,8 millions. Ce crédit constituerait le premier prêt hongrois à l'Inde et le plus important consenti par ce pays à un gouvernement du monde libre. La Hongrie serait disposée à accorder une assistance pour la création d'usines d'aluminium, de manufactures de tubes sans soudure, de minoteries, de fabriques de produits pharmaceutiques et de fabriques de verre à vitres.

134. Un accord a été conclu pour l'utilisation du crédit de \$ 125 millions consenti en août 1960 par l'Union soviétique. Une somme de \$ 65,7 millions a été affectée à la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole à Gujarat (capacité annuelle: 2 millions de tonnes de pétrole brut) et à l'exploitation, au développement et à la production de pétrole et de gaz dans diverses régions (Cambay, Ankisevar). Le total des crédits consentis par le bloc pour le développement de l'industrie pétrolière nationalisée de l'Inde s'élève jusqu'ici à environ \$ 180 millions. Le nouvel

---

(1) A la fin du mois d'août, l'Inde a accepté de la Hongrie, pour son développement industriel, un crédit de \$ 16.800.000, portant intérêt à 2½ % et remboursable en huit ou neuf années par des exportations indiennes, ainsi qu'un nouveau crédit d'environ \$ 14 millions consenti par la Tchécoslovaquie, ce qui porte le total de l'aide tchécoslovaque à l'Inde, pour son troisième plan quinquennal, à \$ 83 millions.

accord prévoit en outre la construction d'une centrale hydro-électrique au barrage de Bhakra, d'une capacité de 480.000 kw, d'une usine pour le traitement du charbon d'une capacité annuelle de 3 millions de tonnes et d'une fabrique de matériaux réfractaires d'une capacité de 25.000 tonnes de magnésite.

135. Selon certaines rumeurs, l'Inde aurait l'intention de signer avec l'URSS un accord de coopération scientifique dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cet accord prévoira probablement le financement et la construction de génératrices nucléaires, l'extraction et la production d'uranium et la formation en URSS d'hommes de science indiens, mais il apparaît d'ores et déjà certain que l'URSS ne participera pas à la construction, à Tarapour, de la première génératrice nucléaire de l'Inde.

136. La Pologne a signé un accord pour le premier projet à exécuter dans le cadre du crédit de \$ 30 millions consenti en mai 1960. Une somme de \$ 3 millions a été affectée à la construction d'une fabrique de machines-outils à Hyderabad, dans la région sud-est de l'Inde.

137. La participation du bloc dans le développement économique de l'Inde s'accroîtra inévitablement pendant la période du troisième plan quinquennal mis en application en avril 1961. Les pays soviétiques se sont engagés à fournir à l'Inde une aide financière de l'ordre de \$ 775 millions pour l'exécution de 27 projets du secteur public et dont une partie concerne des projets reportés du deuxième plan quinquennal. L'aide du bloc continuera à porter principalement sur le domaine de l'acier, de la construction de matériel lourd, du pétrole et de l'énergie électrique. L'aciérie de Bhilai, seul projet important bénéficiant de l'assistance du bloc qui soit entré en production, doit fonctionner très prochainement à sa pleine capacité actuelle. Selon certains rapports, ce projet qui absorbe environ 25% du total de l'aide du bloc, et dont l'exécution a commencé en 1955, n'a pas donné, du point de vue de la propagande politique, les résultats attendus par les autorités soviétiques; des frictions semblent avoir eu lieu à propos du contrôle que l'URSS exerce seule sur ce projet. Toutefois, l'expansion de l'usine tendant à porter sa capacité de 1 million à 2,5 millions de tonnes d'acier, vient d'être entreprise avec l'aide de l'URSS.

138. D'après certains rapports, le bloc soviétique chercherait à établir un Office unique d'assistance économique à l'Inde pour l'URSS et les pays satellites d'Europe, en vue de faciliter la gestion des vastes programmes d'aide du bloc soviétique et la multilatéralisation de l'aide au sein du bloc. L'Inde ne pourrait que tirer avantage d'une telle organisation.

#### Assistance technique

139. L'achèvement du projet du Bhilai auquel ont travaillé plus de 380 techniciens soviétiques a eu pour conséquence la réduction du nombre des techniciens du bloc en Inde, de 736 à



la fin de 1960, à environ 640 vers la moitié de 1961. Le groupe le plus important, comprenant des techniciens roumains et soviétiques, travaille maintenant à plusieurs projets pétroliers. Le nombre total des techniciens augmentera probablement de nouveau à la mise en application du troisième plan. D'après les informations disponibles, l'Inde continue à avoir une impression favorable du comportement et du travail des techniciens du bloc.

140. Cinquante-cinq techniciens indiens ont quitté le pays au cours de la période considérée pour recevoir en URSS une formation de neuf mois dans le domaine de la raffinerie du pétrole. Une délégation indienne, composée de représentants de l'industrie pétrolière, est partie en juin dernier pour une visite de deux mois en URSS et en Tchécoslovaquie, où elle étudiera les techniques pétrolières du bloc. Ces nouveaux départs s'ajoutent aux 30 techniciens indiens qui reçoivent actuellement en Roumanie une formation concernant le raffinage du pétrole. En dehors de la formation dans le domaine de la technologie pétrolière, 40 Indiens apprennent en URSS à piloter les avions soviétiques récemment acquis par l'Inde et 35 Indiens sont formés en Tchécoslovaquie en vue de la mise en marche d'une usine métallurgique actuellement en construction avec l'aide tchécoslovaque.

#### Commerce

141. Le commerce de l'Inde avec le bloc pendant les premiers mois de 1961 a continué sa lente progression; l'URSS reste parmi les pays du bloc son principal partenaire commercial et représente plus de la moitié du commerce de l'Inde avec les pays du bloc. L'Inde a des accords de paiement en roupies avec tous les pays du bloc, sauf avec l'Albanie et la Chine communiste. Ces accords, et le fait que le pays s'en tient strictement aux listes annuelles des produits figurant dans ses accords commerciaux avec le bloc, permettent à l'Inde d'exercer un contrôle étroit sur ce commerce.

142. Comme indiqué au précédent rapport, l'Inde a signé plusieurs contrats pour l'achat d'avions soviétiques à la fin de 1960. En mars 1961, il a été convenu que 30 techniciens soviétiques se rendraient en Inde pour initier les équipages au maniement des appareils. En avril, l'Inde a acheté huit hélicoptères MI-4 et, selon certaines indications, elle effectuerait ultérieurement de nouveaux achats de matériel de transport aérien. Au début de juin, un certain nombre de livraisons avaient été effectuées et le matériel était utilisé.

#### INDONESIE

143. Deux faits importants marquent l'évolution de l'offensive économique du bloc au cours du premier semestre de 1961: l'amélioration des relations de la Chine communiste avec l'Indonésie et la conclusion avec l'Union soviétique d'un nouvel accord d'aide militaire. De tous les pays ayant reçu une aide du bloc soviétique, l'Indonésie est celui qui a bénéficié de la plus importante. Depuis février 1955, l'aide totale accordée à l'Indonésie s'élève à plus de \$ 1,1 milliard (soit \$ 13 par habitant), dont la moitié

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

environ est destinée à des fins militaires. L'accord d'aide militaire le plus récent conclu entre l'URSS et l'Indonésie prévoit la livraison d'un matériel dont la valeur est estimée à plus de \$ 325 millions. Ces crédits augmentent sensiblement la dette extérieure de l'Indonésie et peuvent compromettre ses chances d'attirer une aide étrangère plus importante pour l'exécution de son plan ambitieux de développement de 8 ans.

### Aide

144. S'efforçant d'améliorer ses relations avec l'Indonésie, la Chine communiste a pris l'initiative de rouvrir des négociations sur son offre de crédit de \$ 30 millions pour la construction de trois fabriques de textiles. Ce crédit avait été offert en 1959 mais l'Indonésie y avait renoncé en janvier 1960 en raison de la situation tendue entre les deux pays, l'Indonésie ayant pris des mesures pour restreindre les activités économiques de la population chinoise locale. En avril 1961, l'Indonésie a accepté à nouveau ce crédit. Le prêt de \$ 30 millions, octroyé en francs suisses, est remboursable en douze ans et porte intérêt à 2½%. L'accord prévoirait également l'envoi de techniciens indonésiens en Chine communiste, où ils recevraient une formation pendant une période d'un an ainsi que l'envoi d'experts chinois qui travailleraient en Indonésie.

145. D'après certaines informations, la Roumanie avait offert à la fin de mai 1961 un crédit à l'Indonésie, mais des renseignements plus complets ne furent disponibles qu'au cours de la deuxième moitié de 1961. Après la visite du Président Soekarno en Roumanie au mois de juin, une Commission mixte roumano-indonésienne fut créée et décida l'ouverture d'un crédit de \$ 50 millions en faveur d'une compagnie pétrolière indonésienne contrôlée par le gouvernement, pour le développement de la production de pétrole brut. C'est la première fois que la Roumanie s'intéresse au développement économique de l'Indonésie. Le seul autre nouveau crédit accordé par le bloc sino-soviétique pendant la période considérée est venu de la Bulgarie(1) qui a octroyé à l'Indonésie un prêt de \$ 5 millions, remboursable en huit ans et portant intérêt à 2½%, pour la construction d'entreprises industrielles non spécifiées.

146. En février 1961, l'Indonésie et l'URSS ont signé un protocole déterminant les projets industriels à exécuter dans le cadre de l'ouverture de crédit de \$ 250 millions consenti au cours de la visite de M. Khrouchchev en Indonésie en 1960.

---

(1) Au mois d'août, l'Indonésie a accepté un crédit de \$ 30 millions de la Pologne et, en septembre, un crédit du même montant de la Hongrie. A la fin de l'année il est apparu que l'Indonésie aurait accepté auparavant une aide de la Tchécoslovaquie d'un montant non précisé.

Parmi ces projets figurent une grande centrale hydroélectrique, une fabrique d'aluminium qui doit être construite dans la région nord de Sumatra, une usine de produits chimiques dans la région sud de Sumatra et une importante fonderie et aciérie en Bornéo du sud. Le coût probable de ces projets n'est pas connu. Le 14 janvier l'URSS et l'Indonésie ont signé un contrat pour la construction, dans le cadre de la même ouverture de crédit, de deux réacteurs nucléaires d'une valeur de \$ 2,2 millions.

147. En outre, plusieurs projets agricoles ont fait l'objet de négociations au cours de la période considérée. Un contrat a été signé pour la construction d'une usine de phosphates à Java. Le coût du projet en devises étrangères a été évalué à environ \$ 8 millions, montant qui sera déduit de la partie non encore utilisée du crédit de \$ 100 millions consenti par l'URSS en septembre 1956. Selon certains rapports, l'URSS construirait deux petites aciéries dans le cadre des prêts de 1956, la première d'une capacité de 400.000 tonnes serait construite à Mérak, et la deuxième d'une capacité de 250.000 tonnes, dans le Kalimantan du sud-est.

148. Un accord de coopération scientifique prévoyant l'échange de spécialistes a également été conclu entre l'URSS et le "Conseil scientifique indonésien". Les Soviétiques auraient offert en même temps de construire à l'Université de Bandoeng un poste de repérage des satellites. Les dépenses afférentes à ce projet seront probablement imputées sur une ouverture de crédit antérieure.

149. Dans le cadre d'un crédit de \$ 33,6 millions consenti au cours de l'été 1960 par la Tchécoslovaquie, l'Indonésie recevra 2.500 camions et 2.000 wagons de chemin de fer, ainsi que des machines et du matériel destinés à une fabrique de matériel roulant qui doit être construite dans la région est de Java. Un accord avait déjà été signé pour la construction, dans la partie méridionale des Célèbes, d'une usine de ciment dont le coût a été évalué à \$ 4,4 millions.

150. Dans le domaine économique le bloc semble avoir généralement réussi à donner l'impression d'avoir participé étroitement à des projets de prestige auxquels l'Indonésie accorde une haute priorité. Toutefois jusqu'ici les résultats concrets ne sont guère apparents. L'incapacité du bloc de traduire rapidement en résultats tangibles des accords même conclus depuis longtemps, est due sans doute, en partie, à l'inexpérience soviétique de la construction dans les pays tropicaux, mais surtout à l'inexpérience administrative des Indonésiens, à la pénurie de travailleurs qualifiés et aux problèmes de monnaie locale. C'est ainsi que la construction à Djakarta d'un stade où doivent se tenir les jeux asiatiques, ouvrage le plus spectaculaire de l'URSS en Indonésie, s'est heurtée continuellement à des difficultés. Au début de l'année 1961, l'année indonésienne a envoyé au stade un bataillon de génie pour remplacer les ingénieurs soviétiques chargés de la construction et depuis lors, les progrès ont été plus marqués.

151. A la fin de 1960, la valeur totale des achats de matériel militaire de l'Indonésie et de l'aide reçue par ce pays au titre de la formation, s'élevait à \$ 206 millions pour les pays du bloc et à \$ 260 millions pour les pays du monde libre. Un protocole à l'accord indonésien-soviétique relatif à la livraison d'armes, annoncé à la fin de 1960 et qui prévoit une augmentation importante (\$ 75 millions) de l'aide militaire soviétique, a été signé à Moscou le 10 juin. Le total général des crédits militaires octroyés depuis 1955, a ainsi atteint plus de \$ 580 millions et compte tenu de certaines réductions de prix accordées, la valeur totale réelle de l'aide militaire fournie par le bloc peut être estimée à plus de \$ 800 millions. Ces récents accords rendront la Marine et l'Armée de l'air indonésiennes encore plus dépendantes de la fourniture par le bloc de pièces détachées et de services, et peuvent fort bien donner pour la première fois à l'URSS l'occasion de prendre pied dans l'armée, généralement anticommuniste.

152. Cet effort militaire considérable aura nécessairement d'importantes répercussions sur le développement économique du pays. Le revenu annuel par tête d'habitant de l'Indonésie est généralement évalué entre \$ 60 et \$ 100, et le nouvel accord de crédit militaire conclu avec l'URSS représente à lui seul une charge de \$ 3,5 par habitant, sans compter les engagements antérieurs.

#### Assistance technique

153. Le nombre relativement peu élevé de techniciens du bloc se trouvant en Indonésie n'a augmenté que légèrement au cours de la période considérée. La réduction des effectifs du personnel soviétique qui travaille à la construction du stade où se déroulent les jeux asiens, a été plus que compensée par l'arrivée de techniciens affectés à d'autres projets. Aux termes de l'accord d'aide conclu en avril 1961, l'Indonésie a accepté pour la première fois de recevoir des techniciens de la Chine communiste. Le petit nombre de techniciens du bloc se trouvant en Indonésie (actuellement évalué à 180) est une autre preuve que jusqu'ici le bloc a beaucoup promis mais peu réalisé. L'URSS a témoigné récemment d'un intérêt croissant au développement de l'industrie pétrolière indonésienne, et elle doit envoyer en Indonésie deux ingénieurs du pétrole, en dehors des trois spécialistes roumains affectés en Indonésie en septembre 1960. A la fin du mois de mai, le Gouvernement indonésien a annoncé qu'il enverrait 100 techniciens du pétrole à l'étranger pour y recevoir une formation et il semble que l'URSS ait accepté d'assurer la formation à Bakou de tout le groupe de techniciens. Au cours du premier semestre de 1961, le nombre des membres du personnel militaire indonésien envoyés dans les pays du bloc pour y recevoir une formation a sensiblement augmenté. Au début de l'année, environ 100 marines ont quitté l'Indonésie pour un stage de formation de trois mois, suivis à la fin du mois de mars par un contingent des forces navales de 260 personnes comprenant l'équipage de deux sous-marins.

154. Un nouvel accord de commerce entre l'Allemagne de l'Est et l'Indonésie a été signé à Djakarta le 15 février. L'Allemagne de l'Est fournira un matériel d'usine complet jusqu'à concurrence de \$ 15,6 millions, des machines, des instruments de précision et d'optique, des produits chimiques, des textiles et d'autres biens de consommation, en échange de cuivre, d'huile végétale, de tourteaux, de sisal, de rotin et de caoutchouc. L'accord est conclu pour une durée d'un an et est tacitement renouvelable. La valeur des échanges annuels entre les deux pays n'a jamais jusqu'ici dépassé \$ 1 million. Selon les statistiques les plus récentes, le commerce de l'Indonésie avec le bloc en 1960 a augmenté d'environ 10% par rapport à 1959, les trois-quarts de ce commerce se faisant régulièrement avec la Chine communiste. La part du bloc dans le commerce total de l'Indonésie représente 9% de ses exportations et 15% de ses importations.

### NEPAL

155. La prise du pouvoir par le Roi Mahendra en décembre 1960 n'a pas ralenti les efforts du bloc sino-soviétique pour accroître son influence dans le domaine économique. Les relations entre le Népal et la Chine communiste se sont améliorées après la tension entre les deux pays résultant des incidents de frontière et des discussions relatives au Mont Everest.

### Aide

156. Aucune nouvelle aide n'a été offerte par le bloc soviétique au cours de la période considérée et l'exécution des projets proposés s'est heurtée à des difficultés par suite des retards apportés à la livraison du matériel, de la pénurie de monnaie locale, des mauvaises conditions atmosphériques et de l'inertie administrative. Des cinq projets qui doivent être financés à l'aide du don de \$ 7,5 millions consenti par l'URSS en 1959, seul celui de l'hôpital a atteint le stade de la construction, et la première moitié de l'étude du tracé de la route d'Est - Ouest a été achevée en mai.

157. Le programme d'assistance de la Chine communiste a été examiné à l'occasion de la visite, au mois de mai, d'une délégation chinoise. Les deux tiers du premier don de \$ 12,6 millions, accordé en octobre 1956 sont encore inutilisés; seules ont été achevées, dans le cadre du don de \$ 21 millions consenti en mars 1960, des études préliminaires pour la construction d'une usine de ciment et d'une papeterie. En juin, la délégation chinoise a accepté de prendre à sa charge les dépenses locales afférentes à la construction de ces deux usines(1).

(1) En septembre 1961, le Népal a accepté un nouveau don de \$ 2,1 millions en roupies indiennes, pour couvrir les dépenses locales afférentes à la construction, dans le cadre de dons antérieurs, d'une tannerie et d'une fabrique de chaussures.

158. La Chine communiste a renouvelé l'offre qu'elle avait faite en 1956 de construire une route entre Kathmandou et la frontière tibétaine. Jusqu'à présent, la seule communication routière entre la capitale du Népal et le monde extérieur était assurée par la route construite par l'Inde entre la frontière indienne et Kathmandou. Jusqu'au milieu de l'année 1961, le Népal s'est montré peu disposé à ouvrir le pays à une influence croissante du Nord, prétendant que la construction de cette route ne se justifiait pas sur le plan purement économique(1).

#### Assistance technique

159. Au milieu de 1961, 55 experts du bloc, dont 40 techniciens soviétiques et 15 techniciens de la Chine communiste, se trouvaient au Népal. Jusqu'au milieu de 1959, le Népal avait hésité à accepter la présence sur son territoire de ressortissants du bloc sino-soviétique.

#### PAKISTAN

160. Afin d'apaiser les milieux neutralistes du pays qui demandent une plus grande indépendance dans le domaine de la politique étrangère et l'amélioration des relations avec l'URSS, le Président Ayoub Khan a accepté que l'Union soviétique joue un rôle limité dans le programme de développement de ce pays - membre de l'OTASE. Pendant les négociations et jusqu'à l'annonce officielle de la signature de l'accord d'aide économique soviétique, le bruit a couru que l'URSS offrait au Pakistan une assistance financière importante. M. Kapitsa, Ambassadeur soviétique, est allé jusqu'à révéler au cours d'une interview accordée à la Presse, que l'URSS avait offert au Pakistan des bourses d'études ainsi qu'une aide pour le développement de l'énergie atomique et pour l'étude des problèmes d'assèchement des marécages et de la salinité, qui constituent l'une des plus graves menaces au développement agricole du Pakistan.

#### Aide

161. En mars 1961, le Pakistan a accepté après plusieurs mois de négociations, un prêt soviétique d'environ \$ 30 millions, portant intérêt à 2,5% et remboursable en douze annuités à partir de l'année qui suivra les premiers engagements de dépenses, le montant du prêt devant être utilisé en cinq ans. Le prêt sera remboursé en roupies, dont la plus grande partie devra être, selon le Gouvernement pakistanais, utilisé pour l'acquisition de biens pakistanais. L'URSS aurait donné l'assurance qu'elle ne demanderait pas la conversion en monnaie convertible des roupies utilisées pour rembourser le prêt, bien qu'il semble que l'accord contiennne une clause selon laquelle l'URSS peut demander qu'une partie de chaque annuité, jusqu'à concurrence de \$ 2 millions,

---

(1) Au cours de la visite que le Roi Mohendra a faite à Pékin en septembre, un accord a été conclu pour la construction d'une route entre Kathmandou et la frontière tibétaine.

soit versée en monnaie convertible. Le prêt couvrira le coût du matériel soviétique et des services techniques fournis pour la recherche de gisements pétroliers. Des techniciens soviétiques, en dehors de ceux qui sont occupés aux travaux de recherche, formeront des Pakistanais aux techniques de la prospection pétrolière. Une organisation spéciale, placée sous l'autorité du Bureau des Ressources minérales du Ministère pakistanais des carburants, de l'énergie et des ressources naturelles, et qui sera chargé d'administrer l'accord, est en voie de création. Le premier groupe d'experts soviétiques est arrivé à Karachi le 31 mai pour entamer des négociations sur l'application des contrats. La réaction de la presse devant l'accord conclu a été extrêmement favorable et l'URSS s'est constamment efforcé d'exploiter son avantage initial en encourageant le mécontentement éprouvé au Pakistan devant les résultats obtenus par le Consortium "L'aide au Pakistan", qui s'est réuni à Washington pour examiner la question de l'assistance accordée au Pakistan par le monde libre durant son second Plan quinquennal. Une déclaration de l'Ambassadeur soviétique, selon laquelle le Pakistan pourrait recevoir une aide plus importante de l'URSS s'il se retirait du CENTO et de l'OTASE a été accueillie plutôt défavorablement par la presse pakistanaise, et le Gouvernement a insisté pour que cet accord conserve un caractère purement commercial et n'ait pas de répercussions sur la politique étrangère du pays. Il semble qu'une délégation pakistanaise doive se rendre en URSS pour étudier les techniques soviétiques et les méthodes de lutte contre l'envahissement des terres par les eaux et la salinité, mais le Pakistan n'envisage pas de solliciter de l'URSS une assistance financière supplémentaire.

#### Commerce

162. En 1960, les échanges avec le bloc ont augmenté considérablement par rapport à 1959. Toutefois, en 1959, le volume des échanges avait atteint le niveau le plus bas depuis 1954. La Chine communiste a repris la position importante qu'elle occupait en tant que débouché pour le coton brut du Pakistan. Au cours du deuxième semestre de 1960, la Chine a été le plus important acheteur de ce produit, entrant pour 46% dans les exportations de coton brut du Pakistan, mais cette position prédominante était due en partie au fléchissement saisonnier des expéditions de coton brut. Pour l'ensemble de 1960, les exportations vers le bloc ne dépassent pas 9% des exportations du Pakistan.

163. Les importations en provenance du bloc, qui avaient augmenté considérablement pendant le premier semestre de 1960, ont diminué au cours du deuxième semestre. A la fin de l'année, les importations en provenance des pays satellites européens, suivies de près par celles de l'URSS, ont dépassé pour la première fois le total des importations en provenance de la Chine communiste, qui sont revenues au-dessous du niveau de 1959. Moins de 5% des importations pakistanaises en 1960 sont originaires du bloc.

AUTRES PAYS D'ASIE

LAOS

164. Selon certains rapports, l'URSS et la Chine communiste auraient fait de séduisantes promesses au Prince Souvanna Phouma au cours de sa visite à Moscou et à Pékin au printemps de 1961. Les Russes se sont déclarés prêts à accorder au Laos une aide économique et technique pour le développement de l'agriculture, la prospection minière, le développement des transports et communications, ainsi qu'une assistance dans le domaine de la santé, de la culture et de l'enseignement. En outre, l'URSS construira à titre de don un hôpital et une station d'émissions radiophoniques. L'offre de la Chine communiste était présentée en termes plus vagues et mentionnait la construction d'une grande route pour améliorer les communications entre les deux pays. Ces offres dépendent de la formation d'un gouvernement qui serait disposé à ratifier l'acceptation de cette aide par le Prince Souvanna Phouma.

165. Le Prince Souvanna Phouma a également conclu avec le Vietnam du Nord des accords économiques et culturels. Ces accords ont été décrits qu'en termes généraux mais l'on sait que la création d'une ligne aérienne civile entre les deux pays a été envisagée ainsi que l'établissement de relations commerciales officielles.

THAÏLANDE

Aide

166. Selon certains rapports, l'Union soviétique a continué, sans grand succès jusqu'ici, à insister auprès du gouvernement Thaï pour qu'il accepte une assistance soviétique.

Commerce

167. Le Ministère thaï des Affaires étrangères a annoncé le 3 janvier que l'URSS avait offert d'acheter un premier envoi de 5.000 tonnes de riz et avait exprimé le désir de devenir un acheteur régulier de cette denrée. Cette transaction, bien que peu importante, indique une nouvelle tentative soviétique pour accroître ses échanges avec la Thaïlande. La valeur des échanges annuels entre les deux pays n'a encore jamais atteint un million de dollars.



AMERIQUE LATINE

ARGENTINE

168. Depuis 1954/55, alors que l'Argentine était, parmi les pays économiquement sous-développés, le plus important partenaire commercial du bloc sino-soviétique, ses relations commerciales avec le bloc ont diminué d'ampleur, atteignant leur niveau le plus bas en 1957, puis reprenant une nouvelle vigueur en 1958, époque à laquelle un peu plus de 5% du commerce extérieur total de l'Argentine s'effectuait avec le bloc. A la fin de 1960, l'Argentine a dénoncé ses accords de paiement bilatéraux avec tous les pays du bloc, à l'exception de l'URSS, et au cours du premier semestre de 1961, les échanges ont retrouvé leur structure de 1958/60, lorsque le commerce de l'Argentine avec le bloc représentait environ 5% du total de son commerce extérieur. La plus grande partie des échanges avec le bloc consiste en transactions effectuées en espèces.

Aide

169. En octobre 1958, l'URSS a ouvert à l'Argentine un crédit de \$ 100 millions, qui étaient destinés au début à l'achat de matériel pétrolier. En vertu d'un protocole signé en 1960 une partie des crédits a été détournée vers d'autres secteurs. Vers le milieu de 1961, \$ 15 millions seulement avaient été tirés sur ce crédit. L'Argentine ne semble pas avoir pris d'autres mesures pour utiliser le reste du crédit soviétique.

Assistance technique

170. Au cours de la période considérée, environ 50 techniciens civils du bloc, tous originaires de pays satellites européens, se trouvaient dans le pays.

Commerce

171. Pendant le premier semestre de 1961, la Chine communiste a fait des efforts répétés pour développer ses relations commerciales avec l'Argentine. En mai, l'Argentine a vendu 20.000 tonnes métriques de blé à la Chine, mais une délégation chinoise qui s'est rendue à Buenos Aires au mois de juin en vue d'établir les échanges entre les deux pays sur une base permanente et d'acheter de la viande, du textile et du maïs en échange de machines et de produits traditionnels chinois, n'a pas pu parvenir à un accord. Le Sous-Secrétaire d'Etat polonais aux Affaires étrangères s'est rendu en Argentine en avril pour essayer de développer le commerce et les possibilités de coopération technique entre les deux pays mais, semble-t-il, sans grand succès. Le bloc n'a pu encore fournir à l'Argentine les biens dont elle a besoin et depuis 1958 l'Argentine a accumulé d'importants excédents provenant de sa balance commerciale, qu'elle ne peut utiliser. Cette situation se reflète dans la position avantageuse qu'occupent maintenant les pays satellites européens dans le commerce total du bloc avec l'Argentine. En 1960, le commerce avec l'URSS

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

a diminué par rapport à 1959 tant en ce qui concerne les exportations que les importations, tandis que les échanges avec les pays satellites européens se sont accrus.

### BRESIL

172. Il est difficile d'évaluer à l'heure actuelle les relations économiques entre le Brésil et le bloc. La politique inaugurée par le Président Quadros donnait l'impression que le commerce extérieur du Brésil avec les pays du bloc se développerait. Dans ses grandes lignes, la politique suivie a visé à renforcer la position commerciale générale du Brésil afin de lui permettre de trouver de nouveaux débouchés pour ses produits.

173. On reconnaît de plus en plus volontiers au Brésil que le bloc constitue un vaste marché potentiel, encore inexploré, pouvant absorber des quantités croissantes de produits d'exportation brésiliens. Cette façon de voir était déjà celle du Gouvernement brésilien à la fin de 1958 et un certain nombre d'accords commerciaux avec les principaux pays satellites européens et avec l'URSS avaient déjà été signés. En conséquence, contrairement à ce qui s'est produit dans le cas de l'Argentine, le commerce du Brésil avec le bloc, exprimé en pourcentage de son commerce total, a augmenté depuis 1957, passant d'environ 2½% à 4% en 1959 et à presque 6% en 1960.

### Aide

174. Il semble qu'au cours de la période considérée, diverses offres de crédits au titre du développement économique aient été faites par les pays du bloc sino-soviétique. La mission brésilienne qui a parcouru les pays du bloc au cours du printemps aurait reçu des offres de crédits de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est, de la Pologne, de la Hongrie et de l'URSS, dont le montant s'élève à plus de \$ 500 millions. L'acceptation et l'utilisation de ces offres, qui feraient du Brésil l'un des plus importants pays bénéficiaires de l'aide du bloc, dépendent surtout de l'évolution politique au Brésil.

### Assistance technique

175. Au cours du printemps de 1961, le Brésil a signé plusieurs accords de coopération économique et technique. Bien qu'un certain nombre de techniciens du bloc aient déjà travaillé à l'exécution de quelques projets de développement brésiliens, leur présence dans le pays n'avait jamais été sanctionnée par des accords formels comme ceux qui ont été récemment négociés. Peu de renseignements sont disponibles sur les types d'assistance envisagés dans ces accords mais le Brésil pourrait demander l'aide de techniciens roumains pour le développement des industries pétrochimiques. La prospection pétrolière et l'exploitation des riches gisements d'huile de schiste sont des domaines dans lesquels une assistance technique du bloc pourrait être utilisée.

Commerce

176. Au cours du printemps, une mission brésilienne s'est rendue dans les pays satellites européens et une autre à Moscou. Les objectifs de ces missions étaient les suivants:

- (a) s'efforcer d'accroître le volume, la valeur et la variété des produits échangés entre le Brésil et les pays du bloc;
- (b) s'efforcer plus particulièrement d'obtenir du bloc du blé, des engrais, des machines et des biens d'équipement;
- (c) d'obtenir des crédits pour l'achat de la plupart des produits à importer et des facilités de paiement pour les achats de blé, de pétrole et de produits industriels.

177. La première de ces missions brésiennes a conclu plusieurs accords avec les pays satellites européens ainsi que des accords de commerce et de paiement avec l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Allemagne de l'Est. Elle a également signé des protocoles commerciaux avec la Tchécoslovaquie et la Pologne. En même temps, un groupe brésilien distinct a négocié à Moscou un protocole commercial à l'accord soviéto-brésilien conclu en 1959. A en juger par les communiqués officiels et les articles parus dans la presse, il semble que le bloc se soit engagé à porter la valeur de ses échanges annuels avec le Brésil à environ \$ 400 millions. La valeur totale des échanges du Brésil en 1960 s'élevait à environ \$ 150 millions. La plupart des nouveaux accords paraissent avoir été conclus pour une période de cinq ans commençant en 1962. Si les objectifs visés sont atteints, le commerce du Brésil avec le bloc représentera environ 15% du total.

178. Une mission commerciale de la Chine communiste s'est rendue au Brésil en mai et s'est efforcée de donner l'impression que la Chine communiste pourrait devenir un important partenaire commercial du Brésil. Un accord prévoyant un échange de produits pour une valeur annuelle de \$ 50 millions a été signé et une autre mission commerciale chinoise était attendue au Brésil au début de juin pour y négocier des contrats portant sur des produits particuliers. Il n'y a pas eu, au cours des récentes années, d'échanges commerciaux entre la Chine et le Brésil.

179. Les objectifs prévus par les accords commerciaux ont été fixés à un niveau particulièrement élevé; néanmoins, selon les indications dont on dispose, ceux-ci pourraient être atteints si les pays du bloc y trouvaient une justification politique suffisante. En fait, l'Ambassadeur désigné du Brésil auprès des pays soviétiques a déclaré que dans cinq ans, un tiers des exportations totales du Brésil iraient vers les pays du bloc.

ANNEXE au  
AC/127-D/91

180. D'autres renseignements semblent confirmer l'intérêt économique renouvelé du bloc à l'égard du Brésil: il semble que plusieurs pays soviétiques aient préparé des plans pour l'organisation au Brésil, au cours des deux prochaines années, d'expositions industrielles; la Bulgarie et la Roumanie ont accepté d'accorder au Brésil un port libre sur la Mer Noire; la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont fait des propositions au Brésil au sujet de l'établissement de lignes aériennes directes et l'URSS a créé une mission commerciale permanente à Rio-de-Janeiro.

### Généralités

181. Dans les domaines de l'aide financière, de l'assistance technique et des échanges commerciaux, les accords prévus entre le Brésil et le bloc représenteraient un changement radical dans les relations économiques jusqu'ici entretenues par ce pays avec le bloc, mais tout dépend de son évolution politique future.

### CUBA

182. L'intégration de Cuba au bloc sino-soviétique, qui a commencé au printemps de 1960, et s'est considérablement accélérée pendant le deuxième semestre de l'année, s'est poursuivie pendant tout le premier semestre de 1961. Le monde communiste est maintenant devenu le soutien principal de l'économie cubaine. Le commerce annuel de Cuba avec le bloc, qui était négligeable en 1959, représentait en 1960 environ 20% du total de son commerce extérieur. Au cours du premier semestre de 1961, il a atteint environ 66% de ce total et atteindra probablement à la fin de l'année 75%. Le régime de Castro compte sur le matériel militaire du bloc pour la mise sur pied de ses forces armées; un nombre croissant de techniciens sino-soviétiques arrivent dans le pays et les programmes de développement économique de Cuba s'appuient sur une assistance considérable du bloc.

### Aide

183. Aux \$ 257 millions de crédits qu'elle a déjà consentis, l'URSS a ajouté en juin 1961 un autre crédit de \$ 100 millions. Au milieu de l'année 1961, l'aide économique et financière accordée par le bloc sino-soviétique représentait \$ 50 par habitant. Le récent prêt de \$ 100 millions serait accordé pour le développement de l'industrie du nickel de Cuba et serait remboursé par des exportations de ce produit qui commenceraient cinq ans après la livraison du matériel. C'est, croit-on, la première fois que le remboursement d'un prêt au moyen de la production des industries bénéficiant d'une aide est envisagé en faveur d'un pays n'appartenant pas au bloc. Cette modalité de remboursement avait été employée par l'URSS auparavant, lors de la construction de cinq usines pétrolières et chimiques, en Roumanie (Accord de décembre 1956), d'une raffinerie de pétrole en Bulgarie (Accord de 1958) et d'une usine de transformation des produits agricoles dans le Vietnam du Nord (Accord de 1960).

184. Le prêt consenti par la Pologne, pour le financement de la construction d'un chantier naval et de diverses autres petites usines, annoncé à la fin de 1960, mais dont le montant n'avait pas été révélé à l'époque, est maintenant connu : \$ 12 millions.

185. L'aide accordée par le bloc pour le développement industriel de Cuba, annoncée à grand renfort de propagande, ne s'est guère jusqu'ici concrétisée et une demi-douzaine de projets seulement sont en cours d'exécution; un seul des projets à l'étude depuis février 1960 (au moment où Cuba a accepté le premier crédit important consenti par l'URSS) serait achevé. Toutefois, divers projets ont fait l'objet d'études préliminaires approfondies.

186. Pour utiliser les crédits du bloc, Cuba a créé un Ministère de l'Industrie et le nouveau Ministre de l'Industrie "Che" Guevara, dans un long discours qu'il a prononcé à la radio le 30 avril, a exposé les grandes lignes d'un programme pour la construction, d'ici 1965, de plus de 100 nouvelles entreprises industrielles.

187. D'après cette déclaration, les projets pour lesquels des contrats ont déjà été signés comprendraient les suivants:

(a) accords conclus avec l'URSS pour:

- une scierie d'une capacité annuelle de 1,3 million de tonnes, dont la construction se ferait en plusieurs étapes et dont la production atteindrait 260.000 tonnes en 1964;
- une raffinerie de pétrole à Santiago de Cuba, d'une capacité annuelle de 1 million de tonnes;
- deux centrales électriques, l'une d'une capacité de 100.000 kW, et l'autre d'une capacité de 200.000 kW;
- des études géologiques portant sur 25% de la surface du pays;

(b) Accords conclus avec la Tchécoslovaquie pour:

- une usine pouvant produire annuellement 2.000 tracteurs, 5.000 camions, 100 moteurs fixes et 3.000 motocyclettes (la production d'automobiles devant commencer en 1965).

188. Parmi les contrats qui doivent être signés prochainement on relève:

- (a) un contrat avec la Chine communiste pour la fourniture de 50.000 broches de métiers à tisser;

- (b) un contrat avec l'Allemagne de l'Est pour la fourniture de 25.000 broches et de 500 métiers à tisser en 1962; de 50.000 broches et 1.000 métiers à tisser en 1963 et de 75.000 broches et 1.500 métiers à tisser en 1964.

"Che" Guevara a déclaré que l'exécution de ces contrats permettra à l'industrie textile cubaine de satisfaire entièrement la demande intérieure en 1965.

189. Au cours du premier semestre de 1961, l'URSS et la Tchécoslovaquie ont fait de nouvelles livraisons d'armes à Cuba et le Gouvernement cubain a employé, pour repousser en avril 1961 une tentative d'invasion par adversaires politiques du régime, les canons anti-aériens, les chars et les armes légères livrés par les pays du bloc.

#### Assistance technique

190. Cuba continue à compter sur l'assistance technique du bloc tant pour l'exécution de son programme d'industrialisation que pour les activités quotidiennes des divers secteurs des industries existantes. Le nombre des techniciens du bloc se trouvant actuellement à Cuba s'élèverait maintenant à environ 500. A la fin du mois d'avril, Guevara annonçait que 150 techniciens éminents du bloc se trouvaient dans diverses institutions cubaines, notamment à l'Institut minier et à l'Institut du pétrole, ou travaillaient dans l'industrie, dans des centrales électriques et dans les raffineries de sucre et les fabriques de céramique. De nombreux techniciens viennent à Cuba pour de courtes périodes de temps et sont assignés à des tâches spéciales, mais un certain nombre d'entre eux séjourneront plus longtemps dans le pays. Au début de juin, le Gouvernement cubain a annoncé l'arrivée de 300 "jeunes techniciens soviétiques de l'agriculture" qui resteront à Cuba pour une longue période.

191. En janvier, la mission Guevara est revenue d'une visite dans les pays du bloc avec un plan prévoyant l'envoi de 2.400 cubains en Chine communiste, en URSS, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et dans d'autres pays du bloc, où ils recevront une formation technique. Au cours du premier semestre de 1961, plusieurs groupes ont quitté le pays, le groupe le plus important étant composé de 1.000 travailleurs agricoles envoyés en URSS au début de juin.

192. Selon certains rapports, le nombre des techniciens militaires du bloc se trouvant à Cuba serait d'environ 300. On ne dispose que de peu de renseignements sur le nombre de cubains qui reçoivent une formation militaire dans les pays du bloc, mais d'après certaines informations, 60 membres au moins des forces aériennes seraient déjà rentrés à Cuba après avoir reçu une formation en Tchécoslovaquie et en URSS.

Commerce

193. Avec la signature, en janvier 1961, d'accords de commerce et de paiement avec l'Albanie, Cuba a maintenant conclu des accords d'une durée de cinq ans avec tous les pays satellites européens et asiens, et avec l'URSS et la Chine. La nouvelle orientation du commerce extérieur de Cuba vers les pays du bloc, qui a commencé à se manifester en 1960, s'est considérablement accélérée, tous les pays communistes participant aux efforts déployés pour soutenir l'économie cubaine. Depuis le début de 1961, 65% à 75% du total du commerce mondial de Cuba se fait avec les pays du bloc, la valeur totale des échanges dans les deux sens représentant entre 800 et 900 millions de dollars. Cet accroissement considérable des échanges représente une partie importante de l'augmentation récente du commerce entre le bloc et l'ensemble des pays sous-développés du monde libre.

194. Bien que Cuba ait eu à faire face à des pénuries périodiques de certains produits et à de sérieuses difficultés pour maintenir sa production industrielle, le bloc a réussi, jusqu'ici, à soutenir l'économie cubaine en lui assurant un approvisionnement continu en produits essentiels.

195. Le Général Loginov, Directeur de l'aviation civile soviétique et de la Compagnie Aéroflot, commentant l'expansion projetée des services aériens entre l'URSS et les pays de l'hémisphère occidental et de l'Asie du Sud-Est, a annoncé le 11 mai à Moscou que l'URSS envisageait d'établir une ligne aérienne avec Cuba.

196. Selon certains rapports, l'URSS aurait éprouvé des difficultés à absorber les grandes quantités de sucre importées, mais jusqu'à présent il semble que l'URSS n'ait pas revendu de quantités importantes de sucre sur les marchés mondiaux. L'objectif de la production sucrière soviétique prévu dans le plan septennal a été fixé à environ 9,25 à 10 millions de tonnes pour 1965. Selon des sources soviétiques, l'URSS produira en 1961 environ 8,7 millions de tonnes de sucre, dont 2,2 millions de tonnes de sucre de canne. L'URSS paraît avoir fait des efforts considérables pour accroître sa capacité de production.

AUTRES PAYS DE L'AMERIQUE LATINE

BOLIVIE

197. L'intérêt témoigné à la Bolivie par l'URSS pendant le deuxième semestre de 1960 semble s'être atténué. A la fin du mois de février, la Bolivie a envoyé à l'URSS une liste de projets pour l'exécution desquels elle sollicitait une assistance financière et technique mais, jusqu'à ce jour, rien n'indique que l'URSS ait répondu à cette demande. En juin, le Ministre des mines bolivien a annoncé qu'il prendrait prochainement la tête d'une délégation qui se rendrait en URSS pour discuter l'offre annoncée à la fin de l'année dernière, d'un crédit de \$ 150 millions pour

le développement économique. Une mission tchécoslovaque s'est rendue en Bolivie et a proposé d'acheter du cuivre, du plomb, de l'étain et des produits agricoles et d'aider la Bolivie à construire des fonderies d'antimoine et de cuivre. Une mission bolivienne doit se rendre en Tchécoslovaquie pour y discuter cette offre. La Bolivie a signé un accord culturel qui prévoit l'échange de renseignements entre les institutions scientifiques et les universités et l'octroi de bourses d'étude. Le commerce de la Bolivie avec le bloc est resté négligeable pendant le premier semestre de 1961 mais, selon certaines indications, la Bolivie procéderait à des échanges commerciaux limités avec la Tchécoslovaquie. Une coopérative bolivienne de transports aurait passé avec la Tchécoslovaquie un contrat d'achat à crédit de 21 camions Skoda.

### CHILI

198. La mission tchèque qui a séjourné en Bolivie s'est également rendue au Chili. Le Chili envisagerait l'établissement de relations commerciales et diplomatiques avec plusieurs pays de l'Europe Orientale, et notamment avec la Pologne. Vers le milieu du mois de mai, les négociations commerciales entre la Pologne et le Chili ont abouti à un accord sur la création d'un office commercial à Santiago et sur les conditions de paiement et les listes des produits à échanger. La Banque centrale du Chili doit envoyer une mission commerciale en Chine pour étudier les possibilités d'échanges entre les deux pays.

### EQUATEUR

199. Il a été annoncé à la fin du mois de juin que le Gouvernement équatorien avait approuvé un accord aux termes duquel la Tchécoslovaquie fournirait à l'Equateur un matériel d'une valeur de \$ 500.000 destiné à plusieurs écoles techniques et technologiques, en échange de cacao. L'accord avait tout d'abord été fait de cet accord à l'automne 1960, époque à laquelle la Tchécoslovaquie avait offert au ministre de l'éducation équatorienne une somme de \$ 10 millions sous forme de crédit commercial. Les \$ 500.000 de matériel scolaire ne sont probablement qu'un premier acompte et la large publicité donnée à la conclusion de l'accord semble indiquer que le Gouvernement équatorien a accepté officiellement le crédit tchécoslovaque.

### MEXIQUE

200. Une mission polonaise s'est rendue au Mexique pour étudier la possibilité d'augmenter le volume des échanges entre les deux pays et de le porter à environ \$ 2 millions par an. Le volume actuel des échanges entre les deux pays ne représente que quelques centaines de milliers de dollars et les efforts déployés par la Pologne semblent être motivés davantage par des considérations politiques que par des raisons économiques. La mission tchécoslovaque qui s'est rendue dans plusieurs pays de l'Amérique latine a également séjourné au Mexique, où elle a déclaré que la Tchécoslovaquie était



disposée à fournir à ce pays des usines complètes afin d'accélérer la mise en oeuvre du programme d'industrialisation.

### URUGUAY

201. Les relations économiques entre l'Uruguay et le bloc sino-soviétique ont évolué à peu près de la même façon que les relations entre l'Argentine et le bloc. L'Union soviétique a tenté à plusieurs reprises d'inciter l'Uruguay à accepter, sous une forme ou une autre, un accord de troc laine-pétrole mais, en février 1961, le Gouvernement uruguayen a passé avec des pays de l'Occident des contrats de fournitures de pétrole couvrant ses besoins pour la période 1961/63. L'importance du bloc sino-soviétique pour les exportations uruguayennes de laine, qui sont restées considérables en 1959, a maintenant fortement diminué. En conséquence, alors qu'en 1959 les exportations vers le bloc représentaient encore 28% du total des exportations de l'Uruguay, ce pourcentage a été ramené à environ 10% en 1960. Selon les statistiques uruguayennes, les importations en provenance du bloc ont augmenté légèrement en 1960 par rapport à 1959, mais l'abolition du système des taux multiples de change a considérablement affaibli la position des exportations du bloc sur le marché uruguayen. En conséquence, les importations uruguayennes en provenance du bloc ont commencé à diminuer au cours du dernier semestre de 1960 et cette tendance continuera probablement en 1961. La délégation tchécoslovaque en Uruguay a offert, pour l'achat de machines, un prêt de \$ 5 millions remboursable en produits traditionnels uruguayens. Il est toutefois fort peu probable que l'Uruguay accepte cette offre, qui vient d'être renouvelée pour la troisième fois par la Tchécoslovaquie.

### VENEZUELA

202. A Caracas, le Chef de la Mission tchécoslovaque qui venait de parcourir l'Amérique latine a déclaré que son pays était désireux de reprendre les relations diplomatiques avec le Venezuela et d'accroître ses échanges commerciaux avec ce pays. Les produits proposés seraient: d'une part du minerai de fer et du cacao vénézuéliens et, d'autre part des machines tchécoslovaques.

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE